



Rapport de situation 2015



**« L'agriculture de demain :
les jeunes paysans »**



Sommaire

Avant-propos	5
---------------------	----------

L'AGRICULTURE DE DEMAIN : LES JEUNES PAYSANS

Défis et chances	9
-------------------------	----------

Figure 1: Forces et faiblesses, chances et défis de l'agriculture suisse	9
--------------------------------------------------------------------------	---

Coûts et revenus	9
-------------------------	----------

Figure 2: Évolution des prix	10
------------------------------	----

La relève de l'agriculture suisse	10
------------------------------------------	-----------

La formation agricole	11
------------------------------	-----------

Figure 3: Vue d'ensemble de la formation agricole	11
---------------------------------------------------	----

Figure 4: Nombre de diplômés professionnels	12
---------------------------------------------	----

Figure 5: Diplômés de l'examen professionnel et de l'examen de maîtrise	13
-------------------------------------------------------------------------	----

« Nous voulons prendre notre avenir en main »	15
------------------------------------------------------	-----------

Entretien avec Hansueli Rügsegger, président de la COJA

« Les jeunes professionnels sont motivés »	16
---------------------------------------------------	-----------

Entretien avec Walter Gut, directeur du BBZN (Centre de formation professionnelle Nature et Alimentation), Hohenrain-Schüpfheim



Diversité des stratégies chez les jeunes agriculteurs	17
Fabienne et Ruedi Wyder, Büren a. d. Aare, BE	18
Benjamin Bühler, Oetwil an der Limmat, ZH	19
Elodie Freymond, Montricher, VD	20
Michael Müller, Eschlikon, TG	21
Tobias Speiser, Anwil, BL	22
Yvonne Ritter, Diegten, BL	23
Grégoire Dessimoz, Erde, VS	24
Kilian Aregger, Willisau, LU	25
Steffi Geiser, Windisch, AG	26
Mikaël Zürcher, Mont-Crosin, BE	27
Marcia et Nik Peterhans, Niederrohrdorf, AG	28
Davide Cattori, Giubiasco, TI	29
Sébastien Berset, Villargiroud, FR	30
Martin Aeschlimann, Schwarzenegg, BE	31
Conclusion	32

SURVOL DE L'ANNÉE 2015

La production agricole	36
Figure 6: Précipitations mensuelles (2012 – 2015)	36
Figure 7: Évolution de la surface cultivée en céréales (2000 – 2015)	37
Figure 8: Évolution du prix des agneaux (2013 – 2015)	39
Figure 9: Livraisons de lait sur 12 mois (2013 – 2015)	40
Comptes économiques de l'agriculture	40
Tableau 1: Comptes économiques de l'agriculture (2005 – 2015)	42

Impressum	46
------------------	-----------



Avant-propos

La Suisse est le pays le plus innovant du monde. C'est le constat posé en 2015 dans le *Global Innovation Index*¹ pour la troisième année consécutive. On associe d'ordinaire l'innovation aux entreprises high-tech, aux start-up ou aux brevets. Mais l'innovation ne se limite pas à cela. Elle comprend la capacité à s'adapter à de nouvelles conditions. Une capacité manifestement bien présente dans l'économie suisse.

La roue tourne vite, y compris dans le secteur de l'agriculture. En effet, les conditions-cadres changent constamment. Au cours des deux dernières décennies, des modifications plus ou moins importantes ont été apportées tous les quatre ans à la politique agricole, donc aux paiements directs. De nombreuses lois nationales et les accords bilatéraux de libre-échange influent sur le contexte dans lequel évolue l'agriculture. Elle évolue, c'est le moins que l'on puisse dire : exploitations moins nombreuses et plus grandes, plus d'activités accessoires et de collaborations interentreprises, production diversifiée, champs d'activité élargis, spécialisations – des changements à perte de vue. C'est aussi ce dont témoignent les 14 jeunes professionnels dont nous dressons le portrait dans ce rapport. Nous n'avons pas cherché des exploitations particulièrement innovantes, sans quoi il serait aussi question ici de chameaux, d'edamames, de sandres, de truffes, d'escargots, de vers à soie ou de quinoa – toutes choses que l'on trouve dans l'agriculture suisse. Nous avons plutôt cherché des jeunes professionnels dynamiques de l'agriculture « classique », qui nous livrent leur vision de l'avenir, leurs stratégies, leurs défis et leurs souhaits personnels. Ils ont tous repris récemment une exploitation ou sont sur le point de le faire, ils représentent donc la génération qui façonnera l'avenir de la branche.

Les jeunes agriculteurs que nous présentons sont fiers de leur métier, ils sont « bosseurs », ils ont des idées claires, quoique parfois différentes, sur les orientations à prendre pour l'avenir. Ils partagent un souhait : vivre de la vente de leurs produits, être des entrepreneurs. On voit là se dessiner le grand thème de l'agriculture de demain : des

prix équitables à la production ! Le « commerce équitable » concerne généralement les paysans des pays en voie de développement. C'est bien et juste, mais cela ne suffit pas. Car nos familles paysannes aussi aimeraient recevoir une rémunération décente pour le travail que représentent les produits vendus. Contrairement aux paysans du Sud, elles obtiennent, avec les paiements directs, une rétribution de la part de l'État pour leurs prestations non marchandes. À l'évidence, elles sont donc mieux loties que la plupart de leurs collègues vivant dans des pays défavorisés. Mais la dépendance (croissante !) à la perfusion de l'État est insatisfaisante et offense la fierté professionnelle. L'agriculteur qui optimise les paiements directs au lieu de la production finit tôt ou tard par détruire sa fierté professionnelle. Que l'on nous comprenne bien : l'instrument des paiements directs est important, mais il doit créer des incitations appropriées. Les différents programmes ne doivent pas être significativement plus intéressants économiquement que la production de denrées alimentaires pour la population suisse.

Comme l'illustrent les portraits, pour les jeunes agriculteurs, cette tâche représente le sens de leur travail et la source de leur passion. Finalement, des prix équitables à la production permettent des investissements et donc l'innovation. Et comme le montre l'exemple de l'économie suisse : l'innovation est le moteur du succès de demain.



Markus Ritter, président
Union Suisse des Paysans



Jacques Bourgeois, directeur
Union Suisse des Paysans

¹ www.globalinnovationindex.org



93961

93961

93954

93954

L'agriculture de demain : les jeunes paysans



L'agriculture de demain : les jeunes paysans

Panta rhei, tout coule, tout change, les Grecs anciens le savaient déjà. Depuis des millénaires, l'agriculture est soumise à des changements constants. Au cours des dernières années, le secteur primaire suisse a été marqué par l'évolution structurelle. Chaque année, 1000 à 1500 exploitations ferment les portes de leurs étables. À l'heure actuelle, il existe encore environ 54 000 fermes, dont 30% sont exploitées à titre accessoire, d'après les statistiques officielles. Maintes autres familles paysannes doivent gagner un revenu complémentaire hors de l'agriculture; elles sont même de plus en plus nombreuses à ne plus pouvoir vivre de l'agriculture uniquement et à devoir exercer une autre activité professionnelle. Comme le nombre d'exploitations baisse, la surface des fermes restantes augmente. Elle est actuellement d'environ 20 hectares en moyenne, mais

la fourchette est grande: les exploitations pratiquant des cultures spéciales, exigeantes en travail (vigne, légumes, fruits ou baies), sont souvent nettement plus petites, alors que les exploitations herbagères extensives du Jura ou des Grisons peuvent facilement atteindre un multiple de cette surface. La spécialisation est une autre tendance due à la pression économique. Autrefois, il était habituel en Suisse que les fermes produisent toute une palette de denrées: elles détenaient des vaches laitières, engraisaient des porcs, produisaient des œufs, cultivaient des céréales, des pommes de terre et diverses sortes de fruits. Cela présentait l'avantage de répartir les risques liés au marché et aux conditions météorologiques. La mécanisation croissante de l'agriculture, fort coûteuse, et les exigences accrues des partenaires commerciaux contraignent les agricul-

teurs à se spécialiser. Aujourd'hui, il existe de grandes exploitations qui produisent presque exclusivement du lait ou de la viande bovine, qui pratiquent uniquement l'élevage ou l'engraissement de porcs, ou qui se consacrent à l'arboriculture fruitière ou à la culture des champs. Cela baisse les coûts de production, mais augmente le risque entrepreneurial. Ces spécialisations impliquent des investissements élevés à long terme, qui ne peuvent pas être amortis si les prix sont mauvais. Les familles paysannes sont innovantes lorsqu'il s'agit d'augmenter la valeur ajoutée sur leurs exploitations. Ces dernières croissent, se spécialisent, occupent des niches, pénètrent de nouveaux marchés ou intègrent la transformation et la vente. Les jeunes exploitants sont bien formés, ils s'adaptent aux conditions-cadres, cherchent et trouvent leur voie. Les 14 portraits qui illustrent ce rapport montrent toute la diversité des voies possibles.

Politique agricole

Les paiements directs ont été introduits en 1996 sur la base de l'article 104 de la Constitution. Ils rémunèrent des prestations d'intérêt général: l'approvisionnement de la population avec des denrées alimentaires sûres, produites de façon durable et dans le respect du bien-être animal, l'entretien du paysage rural, la conservation des ressources naturelles et la revitalisation de l'espace rural. Pour recevoir des paiements directs, il faut remplir des exigences bien précises et strictement contrôlées: les prestations écologiques requises. Les paiements directs dépendent en premier lieu de la surface et du type de culture. Comme ce soutien est vital pour la plupart des exploitations, l'agriculture suisse caracole en tête du classement mondial en matière d'écologie et de protection des animaux. Le revers de la médaille: la production est encore plus chère, alors qu'elle l'est déjà en raison de la topographie, du niveau élevé des coûts et des structures relativement petites en comparaison avec l'étranger. Une certaine protection à la frontière est donc indispensable. Sans droits de douane sur les denrées alimentaires et les produits agricoles de base importés, il serait impossible de couvrir les coûts de production en Suisse.

En plus de s'employer aux tâches inscrites dans la Constitution, les familles paysannes rencontrent de nombreux défis. L'un d'entre eux est la remise en question régulière de la forme que prend le soutien étatique (**voir encadré Politique agricole**), et qui s'explique par des visions différentes, voire parfois diamétralement opposées.

Avec la Politique agricole 2014 – 2017, le système des paiements directs a été fondamentalement repensé et axé sur les objectifs souhaités par la société. Les paiements directs sont donc répartis aujourd'hui en contributions à la sécurité de l'approvisionnement, au paysage



cultivé, à la biodiversité, à la qualité du paysage et au système de production. Le changement le plus marquant a été la suppression des contributions pour les animaux consommant des fourrages grossiers, comme les bovins, les chèvres, les moutons ou les chevaux. On estimait que l'État ne devait pas encourager la détention d'animaux en grand nombre, afin de mieux préserver l'environnement et de ne pas perturber l'équilibre du marché. Cette réaffectation des fonds aux surfaces favorise l'émergence de grandes exploitations et l'extensification.

DÉFIS ET CHANCES

L'environnement auquel doivent s'adapter les agriculteurs, en particulier les jeunes professionnels, se caractérise notamment par: la politique agricole liée aux paiements directs, la législation en matière d'aménagement du territoire, les évolutions sociétales et internationales, ainsi que la situation du marché dans les différents secteurs. Dans ce contexte, ils rencontrent des chances et des défis, qu'ils doivent affronter avec leurs forces et en étant conscients de leurs faiblesses (fig. 1).

Ces considérations, en particulier les chances qui s'offrent, donnent lieu aux orientations stratégiques les plus diverses, selon la taille et le type de l'exploitation, la zone, la situation, les capacités et les préférences personnelles de l'exploitant. Une des principales approches consiste à augmenter la valeur ajoutée sur l'exploitation, ce qui peut se faire de différentes manières: réduire les coûts de production ou la

charge de travail, intégrer des prestations fournies en amont ou en aval (p. ex. préparation de fourrage, transformation ou vente directe) ou proposer des produits avec une *Unique Selling Proposition* (USP), c'est-à-dire peu interchangeables. Une autre solution, surtout pour les petites exploitations sans assise économique, est de ne pas vivre uniquement de l'agriculture, mais d'optimiser les paiements directs

par l'extensification de la production et d'utiliser le temps libéré pour un travail hors de l'agriculture.

COÛTS ET REVENUS

En dehors de la pression sur les coûts de production, la société a d'autres exigences envers l'agriculture. D'après les sondages, les

Figure 1 : Forces et faiblesses, chances et défis de l'agriculture suisse

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Qualité élevée et produits frais ▪ Trajets courts ▪ Niveau écologique et bien-être animal élevés ▪ Prestations d'intérêt public ▪ Professionnels bien formés à la pratique et à la théorie 	<p>Chances</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Croissance de la demande mondiale en denrées alimentaires, mais ressources limitées ▪ Contre-tendance à la mondialisation: <i>back to the roots</i> = produits locaux demandés ▪ Population CH attachée à la qualité ▪ Pouvoir d'achat élevé des consommateurs suisses → marché pour les produits indigènes, mais aussi pour les produits de niche et labellisés ▪ Tendance vers une alimentation saine et durable ▪ Confiance élevée dans l'agriculture CH, soutien fort des milieux politiques et de la population
<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Production chère en raison du niveau élevé des coûts en Suisse → prix élevés ▪ Dépendance au soutien étatique et à d'autres décisions politiques ▪ Faible création de valeur → revenus bas ▪ Implantation imposée ▪ Charge de travail élevée 	<p>Défis</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Distance croissante entre la population et la production primaire ▪ L'abondance d'aliments fait baisser leur valeur ▪ Scandales alimentaires en Suisse ▪ Lutte des prix dans le commerce de détail ▪ Changement des habitudes alimentaires (plus de plats préparés et de repas pris à l'extérieur) ▪ Ouverture des frontières et chute des prix ▪ Programmes d'économies de la Confédération ▪ Nouvelles réformes politiques, changement des conditions-cadres, exigences supplémentaires



consommateurs souhaitent une agriculture idyllique basée sur de petites exploitations, une production respectant le bien-être animal et l'environnement, ainsi que la promotion de la biodiversité. Toutefois, ces exigences impliquent des coûts, qu'il faut pouvoir couvrir sur le marché par des prix plus élevés. En même temps, en dépit de leurs bonnes intentions, les consommateurs choisissent souvent les produits bon marché, indépendamment de l'origine et du mode de production. Aux exigences accrues en matière de bien-être animal et de protection de l'environnement s'ajoutent, pour les agriculteurs suisses, des coûts relativement élevés en amont (c'est-à-dire pour

les semences, les engrais, les machines, etc.), en comparaison avec les pays de l'UE. Depuis 1990, les prix des moyens de production ont augmenté, tout comme les prix des denrées alimentaires pour les consommateurs, alors que les prix payés aux paysans ont baissé (**fig. 2**).

Cette configuration des prix et des coûts entraîne une baisse de la valeur ajoutée de l'agriculture et une stagnation des revenus agricoles à un faible niveau. Comparés à ceux de professions similaires, ils sont inférieurs d'environ un tiers dans toutes les régions et même de près de la moitié en région de montagne. Prendre les bonnes décisions et répondre aux

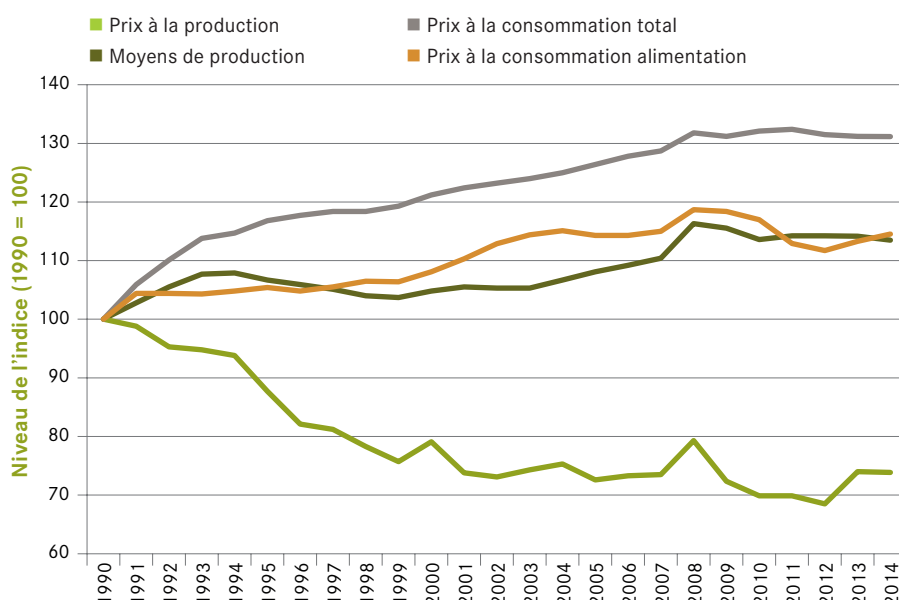
exigences accrues est une tâche difficile; par conséquent, on demande toujours plus de connaissances et de savoir-faire aux agriculteurs. La formation initiale et continue revêt une grande importance. Pour se lancer dans l'agriculture, il faut non seulement être extrêmement motivé, mais aussi à la hauteur des immenses défis.

LA RELÈVE DE L'AGRICULTURE SUISSE

Malgré les exigences professionnelles et entrepreneuriales élevées, les perspectives incertaines, les journées de travail généralement longues et la rémunération inférieure à la moyenne, les jeunes arrivés au terme de leur scolarité sont de nouveau plus nombreux à choisir un apprentissage d'agriculteur. Quelle est leur motivation? Une des raisons principales est le plaisir de travailler dans la nature et avec des animaux. Un autre point positif est le statut de l'agriculteur, qui est son propre chef et un entrepreneur. Mais aussi le besoin de créer quelque chose de tangible avec ses mains, d'accomplir un travail pratique, reprend de l'importance dans notre monde de plus en plus numérique. De plus, les questions liées à l'alimentation et à l'approvisionnement alimentaire suscitent de nouveau l'intérêt de la société. Par ailleurs, les perspectives professionnelles sont bonnes: les agriculteurs formés sont recherchés sur le marché du travail, dans l'agriculture à proprement parler, mais aussi aux échelons en amont et en aval, et dans les associations et organisations professionnelles. Enfin, un apprentissage varié représente aussi

Figure 2: Évolution des prix

Source: Office fédéral de la statistique (OFS), Agristat





une motivation importante. Le travail quotidien est très diversifié et, dès le début, il demande un fort esprit entrepreneurial. Un apprenti agricole peut prendre de grandes responsabilités déjà très tôt. Voilà diverses raisons qui poussent de nombreux jeunes à entamer cet apprentissage exigeant, à accepter de vivre dans une autre famille, de se lever tôt, de travailler longtemps (en moyenne 55 heures par

semaine) et de percevoir un salaire inférieur à celui d'autres branches. Car les jeunes professionnels sont convaincus que l'investissement dans le métier d'agriculteur en vaut la peine.

LA FORMATION AGRICOLE

«Un investissement dans le savoir paie toujours les meilleurs intérêts»: c'est vrai aussi

pour l'agriculture. Pour que les exploitations puissent faire face aux défis à venir, elles doivent être gérées de façon professionnelle. Un personnel qualifié est le meilleur garant du succès de l'agriculture suisse. À cet égard, une formation professionnelle solide représente l'alpha et l'oméga. En Suisse, la formation agricole est bien structurée et offre de nombreuses possibilités (fig. 3).

Figure 3 : Vue d'ensemble de la formation agricole

Source : « Le champ professionnel de l'agriculture et de ses professions », agri-job.ch

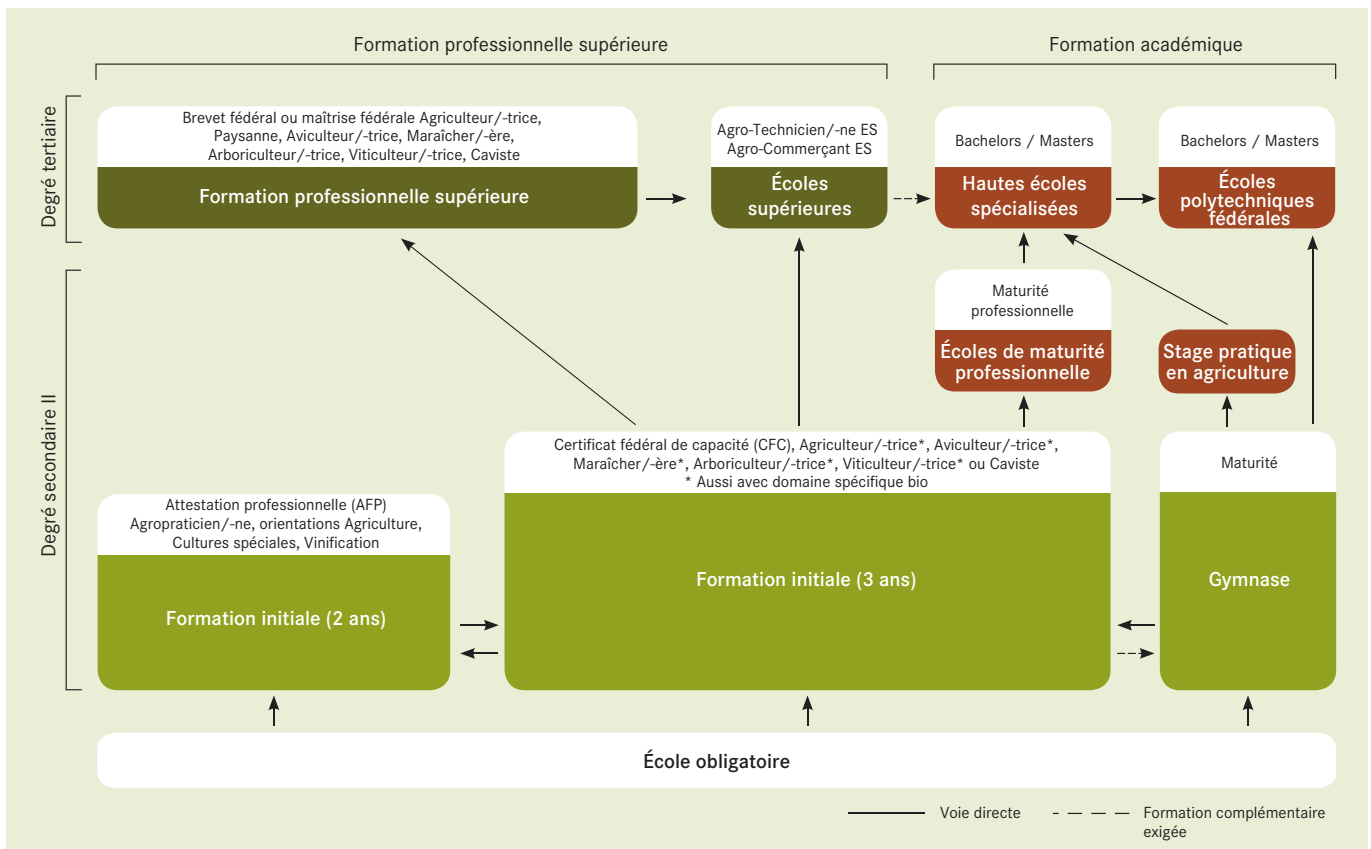
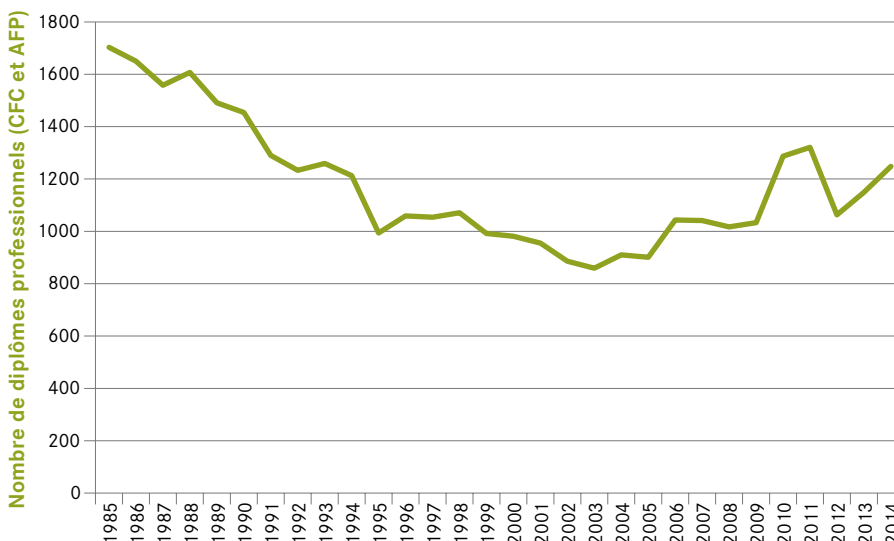


Figure 4: Nombre de diplômes professionnels (CFC et AFP)

Source: Office fédéral de la statistique (OFS)



La formation initiale, une référence mondiale

L'apprentissage en agriculture dure trois ans. La formation pratique se déroule sur une exploitation agricole, le volet théorique dans les centres cantonaux de formation agricole. Les travaux qui se succèdent au fil des saisons sont au cœur de l'apprentissage : semer et planter les cultures, les soigner, les récolter et les commercialiser. Le soin, l'affouragement et l'élevage des animaux de rente en font également partie. Les techniques modernes sont devenues indispensables. L'utilisation des machines et des installations techniques constitue donc un aspect important de la formation. Une importance croissante est accordée aux connaissances sur les enjeux écologiques, les ravageurs et les auxiliaires, la protection de la nature et une utilisation efficace des ressources naturelles. On peut choisir, dans le cadre de la formation, le domaine spécifique en production biologique. Le métier d'agriculteur ne reste pas figé, il se développe constamment pour suivre l'évolution rapide de l'agriculture. Une particularité propre à la formation agricole est le changement d'entreprise formatrice. Il contribue à une formation pratique large et permet aux apprentis d'acquérir une bonne expérience professionnelle et générale. Le changement de place d'apprentissage par-delà la frontière linguistique est une chance particulière pour les apprentis, car les connaissances linguistiques supplémentaires représentent un atout non négligeable.

L'agriculture d'aujourd'hui allie travail avec la nature et techniques de pointe. Un agriculteur est un entrepreneur qui doit maîtriser la gestion de l'exploitation autant que le labourage. C'est pourquoi le champ professionnel de l'agriculture est très large et diversifié. Il comprend six professions avec certificat fédéral de capacité (CFC), auxquelles on accède par une formation initiale de trois ans : agriculteur, aviculteur, maraîcher, arboriculteur, viticulteur et caviste. Il existe aussi une formation initiale de deux ans d'agropraticien avec attestation fédérale de formation professionnelle (AFP), orientation agriculture, cultures spéciales ou vinification.

Formation des apprentis

En agriculture, le formateur doit avoir réussi au moins l'examen professionnel (brevet fédéral professionnel), ce qui n'est pas le cas pour d'autres métiers. Cette exigence garantit la qualité de la formation des apprentis. Le système fonctionne tant qu'il existe un nombre suffisant d'entreprises formatrices, ce qui représente un défi permanent. En 2014, 1122 jeunes professionnels ont réussi leur apprentissage d'agriculteur avec CFC (y c. les formations d'arboriculteur, de maraîcher, d'aviculteur, de viticulteur et de caviste). Le nombre de diplômés de la formation professionnelle a reculé dans les années 1980 et 1990, mais il est heureusement reparti à la hausse depuis (fig. 4).

On constate une forte augmentation du nombre d'apprentis choisissant l'agriculture comme deuxième profession. Cela s'explique par les



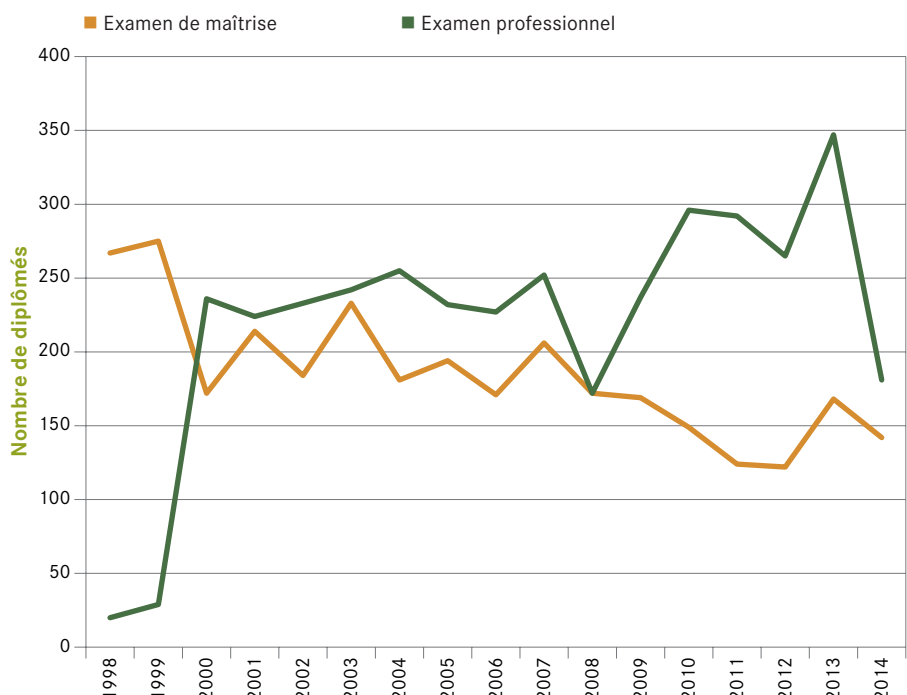
perspectives incertaines dans l'agriculture, qui motivent la recherche d'une autre source de revenus, et par le nombre élevé d'entreprises agricoles exploitées à titre accessoire, dont les chefs exercent encore une autre activité. Le nombre de femmes a aussi augmenté. En 2014, sur un total de 2994 apprentis dans les trois années de formation, 416 étaient des femmes, ce qui représente près de 14%. Et la tendance est à la hausse. En revanche, les cheffes d'exploitation sont encore peu nombreuses. Sur environ 54 000 chefs d'exploitation, 2700 sont des femmes, soit 5%. Les femmes occupent 55 000 emplois sur les 158 000 que compte l'agriculture, ce qui représente 35%. La progression du nombre de femmes dans les métiers agricoles s'explique par l'évolution sociétale, qui abolit la distinction entre métiers masculins et féminins, mais aussi par la mécanisation croissante, grâce à laquelle la force physique est moins nécessaire qu'auparavant pour accomplir les différentes tâches.

Après l'apprentissage, nombreux sont ceux qui choisissent de se perfectionner. Chaque métier agricole offre toute une palette de formations continues intéressantes, qui peuvent mener jusqu'à une haute école spécialisée ou une université. Les agronomes sont des spécialistes particulièrement recherchés dans les différents domaines du secteur agricole. Ceux qui veulent devenir chefs d'exploitation opteront pour une formation continue en cours d'emploi, qui peut aller jusqu'à la maîtrise fédérale.

Le défi de la succession

Pour de nombreux agriculteurs, le règlement de la succession à la ferme représente un grand défi en raison des nombreux facteurs à prendre en compte. La remise d'une entreprise ou d'un immeuble agricole est, en quelque sorte, un partage successoral anticipé. La base légale se trouve dans la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR). Celle-ci règle l'achat d'entreprises ou d'immeubles agricoles en vue du transfert des exploitations à des conditions supportables. La reprise à la valeur de rendement au sein de la famille constitue le principal instrument de consolidation de la propriété foncière rurale. Elle permet au successeur d'acquérir l'exploitation à la valeur des rendements qui peuvent être générés. Hors de la famille, on applique la valeur vénale, c'est-à-dire la valeur marchande, qui est plus élevée.

Figure 5 : Diplômés de l'examen professionnel et de l'examen de maîtrise
 Source : Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI)





Examen professionnel (brevet fédéral): Les agriculteurs souhaitant reprendre un domaine accomplissent une école de chefs d'exploitation, afin d'être en mesure de gérer une exploitation sur le plan tant pratique qu'entrepreneurial et d'élaborer leur propre stratégie. Les chefs d'exploitation avec brevet fédéral maîtrisent la planification et la conduite opé-

rationnelles, ainsi que l'exploitation rationnelle et efficace des branches de production et des prestations de leur ferme.

Examen de maîtrise (examen professionnel avec diplôme fédéral): Les maîtres agriculteurs avec diplôme fédéral planifient, développent et exploitent leur ferme comme une

entreprise. Ils disposent en particulier des compétences nécessaires pour développer l'entreprise de façon durable.

Y aura-t-il suffisamment de chefs d'exploitation à l'avenir? Cela dépendra fortement de l'évolution structurelle. Mais comme les professionnels de l'agriculture sont recherchés aussi aux échelons en amont et en aval, il manquera, à long terme, environ 250 apprentis par année dans la formation de base. Pour assurer la succession à la ferme, l'aspect qualitatif joue également un rôle important: les diplômes de l'examen professionnel et de l'examen de maîtrise fournissent les bases nécessaires (**fig. 5**).

Moyens d'accéder à la gestion d'une exploitation

Dans la plupart des cas, les exploitations ou les domaines agricoles sont transmis à l'intérieur de la famille. Si un couple de paysans n'a pas de successeur intéressé à reprendre la ferme, il existe deux solutions: affermer ou vendre. En règle générale, il n'est pas intéressant d'affermier toute une entreprise agricole, en raison non seulement du fermage, mais aussi de futurs risques de l'investissement. Pour se libérer de la charge des bâtiments sans pour autant supprimer l'exploitation, on peut vendre les bâtiments au fermier sous le régime du droit de superficie. Cela suppose toutefois de longues durées du bail à ferme pour la terre agricole, généralement de plus de 30 ans. Les droits de superficie sont moins proposés par des particuliers que par des institutions publiques, par exemple des communes, des coopératives ou d'autres personnes morales. Les particuliers choisissent généralement l'option de l'affermage par parcelles à d'autres familles paysannes. Cela permet de continuer d'utiliser la maison ou de la louer séparément. Dans ce cas de figure, la dissolution de l'exploitation est déjà presque décidée. Après six ans de bail à ferme, les fermiers disposent normalement d'un droit de préemption. Ainsi, malgré 1000 à 1500 cessations d'activité par an, il est rare que des exploitations soient vendues dans leur intégralité. Les cessations permettent plutôt aux autres exploitations paysannes de s'agrandir. Si néanmoins une exploitation est vendue dans son intégralité, l'acheteur doit disposer de fonds propres adéquats en fonction de la région et de la taille de l'exploitation. Car, dans ce cas, le prix de vente correspond à la valeur vénale. Contrairement à la valeur de rendement agricole, qui s'applique lors d'une transmission intrafamiliale, ce prix équivaut à la valeur marchande, qui dépend de l'offre (faible) et de la demande (forte). La valeur vénale s'élève à un multiple de la valeur de rendement, c'est pourquoi le financement d'une exploitation à plein temps peut facilement nécessiter des fonds propres de plus d'un million de francs. De plus, pour acquérir une entreprise ou un terrain agricole, l'acheteur doit disposer d'une formation agricole et exploiter la ferme à titre personnel. Cela empêche les achats spéculatifs. Sans relations, il faut beaucoup de chance ou de capital pour acquérir une ferme viable.



« NOUS VOULONS PRENDRE NOTRE AVENIR EN MAIN »



Entretien avec Hansueli Rüeeggsegger, président de la COJA

Comment les jeunes agriculteurs sont-ils organisés en Suisse ?

La commission des jeunes agriculteurs (COJA) est une commission spécialisée de l'Union suisse des paysans. Elle est composée de 15 membres venant des quatre coins de la Suisse. De plus en plus, on voit naître des commissions régionales de jeunes agriculteurs, qui sont rattachées aux organisations paysannes cantonales.

Quels sont les objectifs de la COJA ?

Ils sont variés. La mise en réseau des jeunes agriculteurs est très importante. La COJA vise aussi à encourager les jeunes professionnels à s'intéresser à la politique agricole et à exprimer leurs opinions. Nous rédigeons des prises de position sur les dossiers politiques actuels et cherchons ainsi à influencer la politique agricole.

Comment se présente l'avenir des jeunes agriculteurs ?

Nous traversons une période difficile. Après la réorientation de la politique agricole, il reste de grandes incertitudes. L'évolution de certains marchés pose également problème. Mais si nous jetons un regard rétrospectif sur les dernières décennies, nous pouvons constater qu'il y a eu beaucoup de hauts et de bas. Nous avons pu retirer quelque chose de chaque phase difficile. Je suis convaincu que nous sortirons renforcés de cette crise. L'important, c'est que nous soyons ouverts à la nouveauté et que nous prenions notre avenir en main.

Quelles sont les forces et les faiblesses de l'agriculture suisse ?

Parmi les forces, on peut mentionner les standards de qualité élevés des denrées alimentaires et, par conséquent, la grande confiance des consommateurs. La bonne formation des agriculteurs est un autre atout important. Je dirais en revanche que nos structures sont une faiblesse : elles ne sont pas comparables à celles des pays voisins. Par ailleurs, le niveau de coûts est élevé dans l'agriculture suisse, une production couvrant les coûts est donc difficile. Mais les jeunes agriculteurs relèvent ces défis et essaient d'optimiser leur exploitation.

Quelles améliorations l'agriculture suisse peut-elle réaliser ?

L'agriculture suisse doit s'orienter davantage vers les marchés. On peut heureusement observer cette évolution avec le changement de génération. Les jeunes centrent leurs activités sur le marché, restructurent les exploitations et pensent en entrepreneurs. Ils cherchent des solutions au lieu de s'opposer à tout. Ils s'engagent pour la transparence, car ils n'ont rien à cacher. Cette ouverture contribue à renforcer encore la confiance des consommateurs.



« LES JEUNES PROFESSIONNELS SONT MOTIVÉS »



Entretien avec Walter Gut, directeur du BBZN (Centre de formation professionnelle Nature et Alimentation), Hohenrain-Schüpfheim

Comment percevez-vous les jeunes professionnels ?

Nous observons une attitude positive. Les jeunes professionnels choisissent leur métier plus consciemment qu'autrefois, ce qui accroît leur conviction et leur motivation. Ils sont bien disposés, parfois un peu insoucians, un peu plus vifs et plus sûrs d'eux-mêmes. La fierté professionnelle est perceptible.

Quelles sont les forces et les faiblesses de l'agriculture suisse ?

À mon sens, les forces résident dans la grande diversité des exploitations et dans les bonnes connaissances techniques. Grâce à ce savoir, nous avons en Suisse des formes de production durables et des produits de qualité élevée. On sous-estime et on néglige souvent la bonne acceptation de l'agriculture par la population, nous devons y faire attention.

Je range parmi les faiblesses la rentabilité et la productivité des exploitations. L'achat des produits par les transformateurs ne va pas de soi. Les agriculteurs doivent davantage s'occuper de la commercialisation. Je constate par ailleurs que la charge administrative a augmenté. Mais les jeunes savent bien y faire face.

Comment évaluez-vous les chances et les risques des jeunes professionnels ?

Je vois un grand risque dans l'endettement et la charge de travail, qui ne cessent de croître en raison de la pression. La demande spécifique en denrées alimentaires locales augmente, la traçabilité gagne en importance, c'est un atout pour l'agriculture suisse. Les jeunes professionnels ont de bonnes perspectives, car il y aura toujours besoin de l'agriculture.

En quoi l'agriculture peut-elle s'améliorer ?

L'agriculture doit s'ouvrir davantage à de nouvelles branches de production. Il faut aussi être plus ouvert vis-à-vis de la société, c'est-à-dire par rapport à nos clients et à leurs besoins, tout en gardant une saine confiance en soi. À cet égard, les jeunes contribuent fortement à un changement positif.

Avez-vous un conseil à donner aux jeunes agriculteurs pour leur vie professionnelle ?

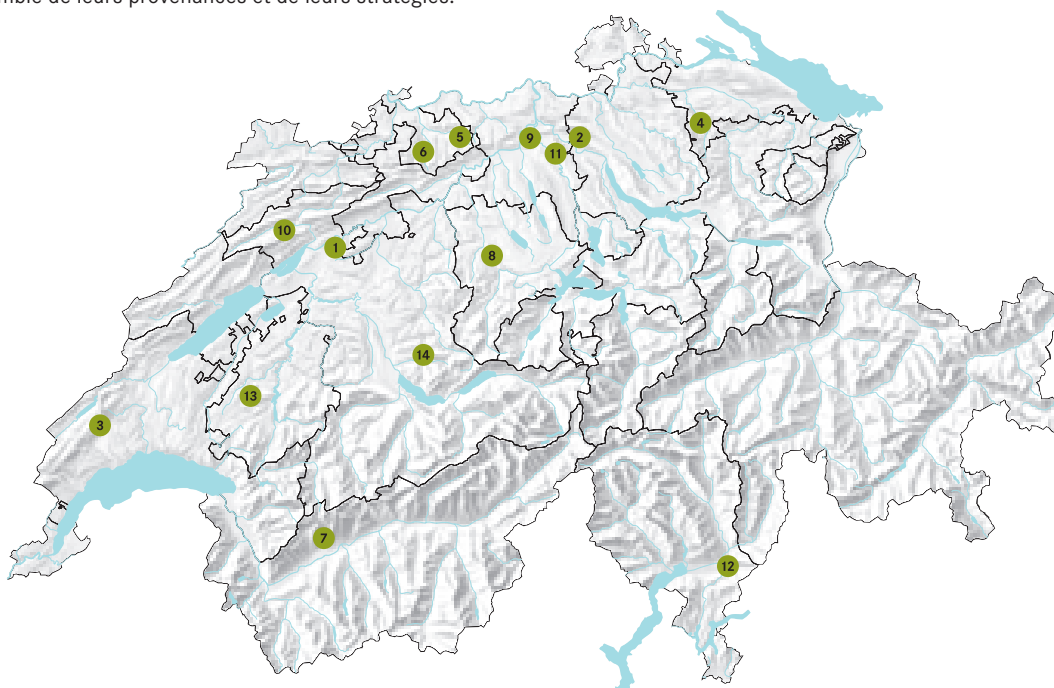
Il est très important de prendre des décisions réfléchies quant à l'orientation de l'exploitation, sans se soucier de ce que les autres pensent. Il faut fixer des objectifs clairs et définir une stratégie pour les atteindre. La surveillance des coûts devrait revêtir une plus grande importance. Enfin, il importe d'organiser l'exploitation et son propre travail de manière optimale, afin de dégager du temps libre.

Comment voyez-vous les jeunes agriculteurs en comparaison avec d'autres métiers ?

Les jeunes agriculteurs ont conscience d'avoir choisi un métier exigeant. Ils sont capables d'assumer de grandes charges de travail et disposés à le faire. De façon générale, les relations avec nos apprentis sont très agréables et ne posent aucun problème.

DIVERSITÉ DES STRATÉGIES CHEZ LES JEUNES AGRICULTEURS

On trouvera ci-après 14 portraits de jeunes agriculteurs qui ont chacun leur stratégie et couvrent ainsi des secteurs très divers. Cette page offre une vue d'ensemble de leurs provenances et de leurs stratégies.



- | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 Fabienne et Ruedi Wyder, Büren a. d. Aare (BE) : production porcine, grandes cultures / Stratégie: spécialisation en production porcine | 8 Kilian Aregger, Willisau (LU) : production laitière, grandes cultures, porcs à l'engrais / Stratégie: faible intensité d'intrants, coûts bas |
| 2 Benjamin Bühler, Oetwil an der Limmat (ZH) : production laitière, grandes cultures / Stratégie: spécialisation et croissance | 9 Steffi Geiser, Windisch (AG) : arbres fruitiers et fraisiers, poules pondeuses / Stratégie: vente directe au magasin de la ferme |
| 3 Elodie Freymond, Montricher (VD) : vaches allaitantes, grandes cultures
Stratégie: accroître les surfaces | 10 Mikaël Zürcher, Mont-Crosin (BE) : production laitière / Stratégie: coûts de production peu élevés, travail avec des chevaux |
| 4 Michael Müller, Eschlikon (TG) : production laitière, grandes cultures, engraissement de poulets, poules pondeuses
Stratégie: diversification et optimisation du travail | 11 Marcia et Nik Peterhans, Niederrohrdorf (AG) : production laitière, vaches allaitantes, grandes cultures / Stratégie: société de personnes avec deux exploitations et trois familles |
| 5 Tobias Speiser, Anwil (BL) : grandes cultures, vaches allaitantes
Stratégie: vente directe, optimisation des grandes cultures biologiques | 12 Davide Cattori, Giubiasco (TI) : production maraîchère
Stratégie: spécialisation en culture maraîchère |
| 6 Yvonne Ritter, Diegten (BL) : production laitière, grandes cultures, cerisiers / Stratégie: réduction du travail par la mécanisation | 13 Sébastien Berset, Villargiroud (FR) : production de lait de chèvre, céréales fourragères / Stratégie: optimisation des processus et de la production laitière par une sélection ciblée |
| 7 Grégoire Dessimoz, Erde (VS) : production viticole
Stratégie: plus de valeur ajoutée sur le domaine | 14 Martin Aeschlimann, Schwarzenegg (BE) : production laitière, exploitation alpestre / Stratégie: combinaison agriculture et revenu accessoire |
| Page 18 | Page 25 |
| Page 19 | Page 26 |
| Page 20 | Page 27 |
| Page 21 | Page 28 |
| Page 22 | Page 29 |
| Page 23 | Page 30 |
| Page 24 | Page 31 |



À la limite, on pourrait se passer de paiements directs

Fabienne Wyder ne mâche pas ses mots : « Un homme ordinaire, ça ne marcherait pas avec moi. Ruedi fait tout ce que je fais, à la ferme comme à la maison : cuisine, nettoyages, aspirateur. » Ils sont mariés depuis peu et ont racheté début 2014 l'exploitation du père de Fabienne. Cela n'a pas été facile, car depuis le divorce des parents, l'exploitation était fortement endettée et les rapports de Fabienne avec son père n'étaient pas très

bons. Pourtant, elle a exploité pendant trois ans le domaine avec lui et a été auparavant son employée. Elle est la deuxième d'une fratrie de quatre enfants et le garçon tant attendu pour reprendre l'exploitation n'est arrivé que sur le tard. Le petit frère de Fabienne a effectivement suivi un apprentissage d'agriculteur, en même temps que Fabienne préparait sa maîtrise, si bien qu'ils ont pu réviser ensemble. « Mais mon frère n'est pas agriculteur. Il a choisi d'être couvreur, un métier où il met toute sa passion », résume cette femme dynamique de 31 ans. À ses yeux, on est agriculteur ou on ne l'est pas. D'où sa conviction d'avoir choisi la bonne voie. Pour elle, l'agriculture n'est pas qu'une source de revenus : c'est toute sa vie. Le travail et la vie privée se confondent. Fabienne et Ruedi, lui aussi agriculteur de formation, font tourner l'exploitation tout seuls. Le père s'est complètement retiré. Actuellement, ils n'ont pas de congés ni de vacances. « Le but serait à terme d'avoir un week-end de libre. Nous nous offrons une pause de temps à autre et la journée se termine normalement à 18 heures. » Il reste aussi du temps pour les loisirs : Fabienne

va au chant, Ruedi à des matches de hockey sur glace.

Leur exploitation est spécialisée dans la production porcine nucléus. Ils produisent des verrats d'élite pour l'insémination artificielle et des truies d'élevage pour d'autres paysans. Ils engraisent eux-mêmes les animaux restants ou, faute de place, les font engraisser ailleurs. Au total, 700 porcs de presque toutes les

tranches d'âge vivent sur l'exploitation. Cette activité n'est pas à la portée de n'importe qui, car il ne suffit pas de distribuer un peu de fourrage : « Les porcs sont très exigeants. Un animal en pleine forme le matin peut être retrouvé mort le soir. Il faut constamment les observer. Dans notre branche de production, la santé et l'hygiène sont importantes. Il y a donc beaucoup de nettoyages à faire. » Le service sanitaire porcin passe tous les deux mois. « L'élevage porcin demande un esprit entrepreneurial. Si nous ne vendons rien, nous ne gagnons rien. Les prix sont dictés par l'offre et la demande », précise Fabienne. Le fourrage est un important facteur de coûts. Les Wyder ont leur propre stratégie dans ce domaine. Grâce au cours qu'a suivi Fabienne il y a quelques années, ils moulent et mélangent eux-mêmes les composants fourragers achetés, ce qui leur permet de faire des économies et de générer de la valeur ajoutée. Un tiers du fourrage provient de la culture d'orge des Wyder. La rotation ne permet pas de développer les cultures céréalières. Ruedi : « Nous ne gagnons presque rien sur les grandes cultures. Nous avons be-

soin des surfaces avant tout pour épandre nos engrais de ferme. » Et les 16 hectares de terres ne suffisent pas, si bien que le couple a signé plusieurs contrats de prise en charge d'engrais avec des agriculteurs des environs.

Vu la surface très limitée et l'absence de programmes supplémentaires, Fabienne et Ruedi touchent relativement peu de paiements directs. Ils font même partie des rares exploitants suisses qui peuvent dire : « À la limite, on pourrait se passer de paiements directs. »

C'est plutôt Fabienne qui est la patronne. Elle se dit ambitieuse, aimant planifier, réagir, optimiser, bref, gérer le domaine : « En traversant la porcherie, je sais exactement quoi faire, comment et où on pourrait encore changer quelque chose. » L'objectif principal du couple est de continuer à résorber les dettes et de développer l'élevage de porcs pour pouvoir engraisser tous les animaux. Car le porc, ça les connaît !

Portrait de l'exploitation

Superficie et type de production : 16 ha de surface agricole utile (PER)

Zone : zone de plaine

Cultures : 14,5 ha de grandes cultures (maïs, betteraves sucrières, blé d'automne, colza, orge)

Animaux : 56 truies mères, 700 porcs au total

Stratégie : spécialisation en production porcine nucléus



Quand un spécialiste met les gaz

« Nous sommes une super équipe. Chacun a sa spécialité. Nous discutons de tout et prenons toutes les décisions ensemble », dit Beni Bühler en parlant du Schmittenhof qu'il gère avec son père. Ils sont secondés par deux apprentis et, depuis peu, un employé à 80%. Il est important de bien s'entendre, car le père et le fils doivent beaucoup travailler ensemble. Ils ont fait ce qui est généralement considéré comme une recette à succès dans l'agriculture : se spécialiser et se développer dans sa spécialité. Ils avaient autrefois 30 vaches dans une étable classique à stabulation entravée. En l'an 2000, ils ont construit une étable à stabulation libre pour 40 vaches; huit ans plus tard, ils sont passés à 90 vaches, auxquelles sont venues finalement s'ajouter 30 places il y a deux ans. Ils traitent aujourd'hui 120 vaches et produisent 1,2 million de litres par an. Avec leur ancienne salle de traite, cela durait presque trois heures, matin et soir, ce qui laissait trop peu de temps pour les autres tra-

voux. C'est pourquoi un robot de traite est en fonction depuis quelques semaines. Beni décrit le système ainsi : « Nous avons divisé le troupeau en deux. Le robot est à la disposition des vaches qui viennent de vèler et donnent beaucoup de lait. Elles peuvent ainsi se faire traire plus de deux fois par jour, ce qui augmente le taux d'utilisation du robot. » L'autre groupe est traité comme avant le matin et le soir dans la salle de traite. Une procédure inhabituelle : quiconque achète un robot de traite recherche normalement la flexibilité temporelle, puisqu'il n'y a plus d'heures de traite fixes. Mais pour tout le troupeau, ils auraient dû acheter deux robots à un prix de 200 000 francs chacun.

Ces dernières années, les Bühler ont entièrement misé sur la production laitière. Une branche qui est actuellement aux prises avec un marché difficile. « Je ne comprends pas pourquoi nous en sommes arrivés là. La Suisse est pourtant un pays laitier par excellence : nous avons beaucoup d'herbe et en même temps des terres fertiles propices à d'autres cultures fourragères », s'étonne le jeune agriculteur. Avec le calcul des coûts complets, un prix du lait à 52 centimes ne passe pas : le fourrage coûte à lui seul 28 centimes par litre. Les Bühler doivent faire leurs calculs en se basant sur l'ensemble de l'exploitation : grâce aux grandes cultures, à un toit solaire, à des travaux de récolte rémunérés et aux paiements directs, ils arrivent à un salaire horaire de 12 francs. Il serait plus intéressant de travailler à l'extérieur, d'autant plus que le domaine ne se trouve pas loin de Zurich.

Mais Beni Bühler ne fait pas qu'exercer un métier, il a une passion. Son travail, c'est aussi son hobby. Enfant déjà, il voulait devenir paysan. Après une formation d'agriculteur, il a décroché un diplôme d'agrotechnicien ES. Pour lui, il est tout naturel de travailler beaucoup, et « quand les vaches vous regardent si tendrement, impossible de ne pas les aimer ».

Néanmoins, Beni Bühler reste réaliste. « Je me demande comment les choses vont évoluer.

Une branche de production supplémentaire permettrait de répartir les risques. » Aujourd'hui déjà,

son amie Marlen, fleuriste, vend avec succès au magasin de la ferme des produits des Bühler, des baies et des fruits du domaine de ses parents ainsi que ses propres arrangements floraux. Beni a tenté un premier essai avec des fraises. La vente directe a un grand potentiel, selon lui : « Beaucoup d'Allemands vivant en Suisse viennent chez nous. Je peux imaginer qu'à l'avenir, les Suisses aussi achèteront de plus en plus chez le producteur. Le milieu bâti s'étend depuis Zurich et Baden, ce qui a au moins l'avantage de rapprocher les consommateurs. »

Même s'il les aime beaucoup, les vaches laitières ne sont pas sacro-saintes pour lui si le prix reste incorrect à long terme et s'il n'y a pas de place pour l'esprit d'entreprise : « Je travaille sur un marché qui ne me laisse presque aucune marge de manœuvre. L'acheteur dicte le prix et il est quasi impossible d'en trouver un autre. C'est marche ou crève. » Beni Bühler n'est pas près de se laisser faire : il met les gaz.

« Ne pas se retourner, regarder devant soi. »

Portrait de l'exploitation

Superficie et type de production : 64 ha de surface agricole utile (PER et IP Suisse)

Zone : zone de plaine

Cultures : 39 ha de grandes cultures (blé semence, betteraves sucrières, pommes de terre, colza, maïs d'ensilage), surface restante prairies artificielles et naturelles ainsi que 7% de surfaces de compensation écologique

Animaux : 120 vaches laitières, env. 20 descendants (les autres ont été déplacés)

Particularité : installation photovoltaïque (production d'électricité : 170 000 kWh/an)

Stratégie : spécialisation et croissance



Poursuivre l'activité familiale

Adolescente, Elodie Freymond ne s'imaginait pas devenir agricultrice: « Je pensais que ce n'était pas pour moi, peut-être aussi parce que je croyais qu'une femme ne pouvait pas y arriver. » Elle a ainsi commencé par faire un apprentissage de banquière et a travaillé quelques années dans cette branche. Puis, comme aucun de ses frères et sœurs ne voulait reprendre l'exploitation, elle a changé d'avis: « J'ai toujours été intéressée par l'agriculture, et j'aurais trouvé dommage que notre exploitation ne soit pas reprise. » Elle a donc relevé ses manches et

suivi la formation agricole. « Cela n'a jamais posé problème que je sois une femme, ni sur

l'exploitation formatrice ni à l'école. » Au début, sa mère avait quelques doutes concernant son choix. Mais le père d'Elodie est heureux qu'elle reprenne la gestion de l'exploitation. Pour l'instant, elle travaille à 40% à l'extérieur et suit une formation agricole supérieure. Elle souhaite reprendre le domaine dans cinq ans environ.

Elodie estime que la transmission au sein de la famille est un gros atout de l'agriculture suisse: « Les exploitations familiales sont très importantes et présentent de nombreux avantages face à l'agriculture industrielle. Les décisions sont discutées en famille, on se soucie du paysage et des animaux. » Elle trouve inquiétant toutefois que même des exploitations relativement grandes n'arrivent pas à garder la tête hors de l'eau sans un revenu supplémentaire. Selon elle, les nombreuses exigences et insécurités ne vont pas lui rendre la vie d'agricultrice facile. Elle cite l'exemple du travail du

sol, pour lequel il a longtemps été préconisé de renoncer au labour. Aujourd'hui, cette façon de travailler le sol est de nouveau tombée en disgrâce en raison de l'utilisation du glyphosate. S'adapter à la politique agricole n'est pas non plus chose facile, surtout quand les conditions changent aussi souvent que ces dernières années. Elodie trouve que tout le système est devenu très compliqué: il faut penser à plein de choses et l'on risque facilement de commettre des erreurs. « Les agriculteurs ne sont pas aussi indépendants qu'on pourrait le

croire », constate-t-elle, désabusée. Malgré tout, Elodie s'enthousiasme pour

sa profession: « Le contact avec les animaux, être dehors par tous les temps et le soir, savoir ce que j'ai accompli et être vraiment fatiguée: voilà les avantages de ce métier diversifié. » Sur près de 30 hectares, la famille Freymond cultive du colza et a une production extensive de céréales. « Pour nous, ce système de production est une bonne solution, car le climat et les sols ne nous permettent de toute façon pas de réaliser de très hauts revenus. Le prix plus élevé que nous obtenons pour la culture extensive en vaut la peine », explique-t-elle. L'exploitation a pour objectif de s'agrandir un jour, mais l'achat de terres s'annonce difficile, car si la demande est grande, l'offre est restreinte.

Pour Elodie, l'important aujourd'hui, c'est de poursuivre la stratégie de son père. « J'ai d'abord beaucoup de choses à apprendre », répond-elle lorsqu'on lui demande si elle aimerait changer quelque chose. La gestion de l'explo-

tation est un grand défi, que ce soit au niveau de la planification de l'assolement ou du calcul des rations pour respecter les programmes de la nouvelle politique agricole. Les paiements pour les exigences supplémentaires sont les bienvenus, et Elodie comprend l'importance de la protection de l'environnement. Elle pense toutefois qu'il serait largement préférable d'obtenir des prix adéquats pour leurs produits. Mais pour que les consommateurs soient prêts à payer plus pour des produits suisses, il faudrait qu'ils soient à nouveau plus proches du monde agricole, Elodie en est convaincue. « Beaucoup de personnes ont une représentation fautive et dépassée de l'agriculture. On le doit souvent à la publicité, qui transmet une image de « monde de Heidi ». Il est important que nous expliquions aux gens les conditions actuelles de l'agriculture, les directives auxquelles nous nous conformons, le bien-être des animaux et toutes les autres conditions-cadres. Les consommateurs ne sont pas conscients de tout ce qui se cache derrière les produits suisses, et c'est notre devoir de le leur expliquer. » Elodie se révèle d'ailleurs être une excellente ambassadrice du monde agricole!

« Le soir, j'aime savoir ce que j'ai accompli durant la journée. »

Malgré tout, Elodie s'enthousiasme pour

Portrait de l'exploitation

Superficie et type de production: 54 ha, IP Suisse

Zone: zone des collines

Cultures: 6 ha de colza, 11 ha de blé, 8 ha d'orge, 5 ha de triticale, 24 ha de prairies et de pâturages

Animaux: 20 vaches allaitantes et jeunes animaux

Stratégie: accroître les surfaces



Plus motivé par le biogaz que par les vaches

En 2005, Michael Müller, alors âgé de 23 ans, a visité l'installation de production de biogaz d'une ferme bernoise lors d'une journée portes ouvertes. « J'ai tout de suite été emballé », raconte-t-il. Conscient toutefois qu'il ne pourrait pas porter seul un projet de cette envergure, il a pris contact avec les exploitants du voisinage et leur a transmis son enthousiasme.

De premiers calculs montrèrent cependant que l'installation tournerait à perte et les plans furent mis de côté. Peu après, la Confédération introduisait la rémunération à prix coûtant, un outil de promotion des énergies renouvelables. Michael et ses collègues saisirent la balle au bond. Ils ressortirent leurs plans, fondèrent la société Öko-Energie GmbH et commencèrent à construire. Les exploitations impliquées présentaient une forte charge en animaux sur une petite surface et offraient

la possibilité d'utiliser les rejets thermiques, deux conditions importantes pour le projet.

Agrandie depuis, leur installation a maintenant sept ans et traite le lisier et le fumier des cinq exploitations raccordées (quatre paysans et un fromager détenteur d'une porcherie), mais

« *Aborder l'avenir avec optimisme.* »

aussi du substrat fourni par Ökostrom Schweiz. Ainsi, la production d'électricité atteint 1,1 million de kWh/an. Les rejets thermiques sont utilisés pour chauffer les habitations, la fromagerie et un élevage de poulets à l'engrais, ainsi que pour sécher du foin. Michael est gérant et exploitant à 10-15%. Il assure l'exploitation et l'entretien de l'installation, qui se trouve sur ses terres en droit de superficie. Il doit principalement l'alimenter et la surveiller. Michael apprécie les aspects techniques de cette tâche et concède: « Ce secteur est pour moi plus motivant que les vaches. » Il est d'ailleurs président d'Ökostrom Schweiz et, avec d'autres producteurs de biogaz, il travaille à la construction d'une centrale virtuelle d'énergie de réglage. « Énergieculteur » par passion, il produit en plus 150 000 kWh de courant photovoltaïque sur le toit de son étable depuis 2015. La production d'énergie est devenue une branche importante de son exploitation.

Michael consacre l'essentiel de son temps à son exploitation laitière bio, qu'il a reprise il y a trois ans. À la différence de ses deux frères aînés, il a voulu devenir paysan dès son en-

fance. Après son apprentissage d'agriculteur, il a poursuivi avec la maîtrise tout en gagnant sa vie comme conducteur de camion. Aujourd'hui, il gère le domaine avec ses parents (communauté d'exploitation entre générations). Son père, pourtant retraité, travaille avec lui à plein temps et sa mère vend les produits dans le magasin de la ferme: poulet, œufs, bœuf, veau et mouton, tout bio, ainsi que des légumes. La production annuelle de lait bio (240 000 kilos) est écoulée à la centrale laitière Biedermann, qui paie entre 75 et 81 centimes par kilo de lait. Jasmin, l'épouse de Michael, est assistante de direction à mi-temps dans un hôpital, un poste auquel elle tient. Mais que se passera-t-il quand les parents ne seront plus aussi vaillants? « J'ai prévu d'engager un apprenti et de réduire ou d'abandonner la vente à la ferme », conclut Michael, pragmatique. Pour lui, il est important que l'exploitation soit structurée de manière à pouvoir être gérée par deux personnes, vacances et congés réguliers compris.

Les parents de Michael se sont convertis à l'agriculture biologique en 1986. Les Müller comptent ainsi parmi les pionniers du bio, auquel Michael adhère entièrement tout en défendant une agriculture productrice: « La politique agricole actuelle me dérange. La population mondiale et les besoins en nourriture augmentent alors que les ressources diminuent. Je suis sûr qu'un jour, les denrées alimentaires reprendront de la valeur. » D'ici là, il préfère investir son énergie dans la production d'électricité plutôt que de développer la production laitière.

Portrait de l'exploitation

Superficie et type de production: 24 ha de surface agricole utile (bio)

Zone: zone de plaine

Cultures: 7,5 ha de grandes cultures (blé d'automne, maïs, prairies artificielles), 10 ares de carottes, 16,6 ha de prairies naturelles

Animaux: 36 vaches laitières, 5 brebis laitières, 1 bélier, 250 poulets, 80 poules pondeuses

Particularités: gérant d'Öko-Energie GmbH et président d'Ökostrom Schweiz, la mère tient un magasin à la ferme

Stratégie: diversification et optimisation du travail

Les grandes cultures biologiques ont la cote

Tobias Speiser a fait un détour avant de se lancer dans l'agriculture. Après l'école, il a d'abord suivi un apprentissage de mécanicien en machines de chantier. Cette profession lui a ouvert les yeux sur les avantages du métier d'agriculteur: indépendance, responsabilités individuelles et travail dans la nature. C'est finalement l'exploitation de ses parents qui l'a décidé à entamer une formation d'agriculteur. Le domaine de près de 80 hectares offre de nombreuses possibilités. À partir du 1^{er} janvier 2016, il le gèrera en communauté d'exploitation avec son frère, ce qui aura de nombreux avantages

pour chacun: «Nous pourrions discuter les enjeux, prendre et

assumer les décisions ensemble.» Et surtout, cette forme d'exploitation permettra d'avoir parfois congé le week-end et de prendre des vacances. Les parents à la retraite continueront d'aider sur le domaine et joueront le rôle de conseillers. Les rapports entre les deux frères et avec leurs parents sont très constructifs. Les Speiser discutent toutes les questions en recherchant le consensus. C'est ainsi qu'il y a deux ans, l'exploitation est passée en mode bio, décision que Tobias explique comme suit: «Nous en avons assez de la dépendance à l'égard de l'industrie chimique et de la baisse des prix à la production.»

Tobias est un paysan enthousiaste qui a un grand savoir et des idées claires. L'exploitation dispose d'une stratégie pour le futur. Les frères Speiser sont convaincus que «la viande Angus de l'Aeschbrunnhof a un grand potentiel auprès

des consommateurs vigilants qui privilégient une viande suisse d'excellente qualité». Ils entendent développer encore la vente directe de viande afin d'améliorer la valeur ajoutée sur l'exploitation. Mais ils accordent tout autant d'importance aux contacts avec la clientèle, soucieux de lui transmettre une image moderne et donc positive de l'agriculture.

La deuxième activité de l'exploitation est la production de céréales, d'oléagineux et de protéagineux. La demande est bonne et le potentiel de vente en forte hausse. Mais les grandes cultures

bio représentent un défi de taille: «Notre principal souci est la mauvaise herbe», constate Tobias. Mais au lieu de se lamenter, les deux frères et le père retroussent leurs manches et essaient de résoudre les problèmes avec des intrants biologiques. La famille en développe et en commercialise pour l'agriculture et les cultures maraîchères, en proposant un conseil personnalisé. Elle vend par exemple le Bioesan RA, une sorte de déodorant contre les insectes nuisibles comme le méligèthe du colza ou la drosophile du cerisier, utilisable pour toute une gamme de cultures. Ses intérêts multiples et sa soif de savoir poussent Tobias à améliorer encore les cultures biologiques. Les Speiser prévoient de développer leur production et d'introduire de nouveaux produits dans leur assortiment. En bons entrepreneurs, ils s'adaptent à la demande du marché.

Pour Tobias, les plus grandes chances de l'agriculture suisse résident dans la qualité, la

renommée et la régionalité de ses produits. Il voit dans la politique agricole suisse à la fois une force et une faiblesse: «Nous pouvons nous permettre de soutenir une agriculture polyvalente et durable, et ménager ainsi les ressources. Mais il ne faudrait pas développer encore les surfaces de compensation écologique. Nous devons maintenir la production en Suisse, personne ne sait ce que l'avenir nous réserve.»

La pression économique augmente aussi dans le secteur bio. Les écarts de prix entre la Suisse et l'étranger sont importants. Mais Tobias est positif: «Se plaindre ne sert à rien», estime-t-il, soucieux de faire connaître les tâches multiples de l'agriculture et de convaincre par des actes. Avec son exploitation novatrice, la famille Speiser y parvient très bien.

Portrait de l'exploitation

Superficie et type de production: 78,8 ha de surface agricole utile (bio)

Zone: zone de plaine et des collines

Cultures: 17 ha de blé d'automne, 7 ha de féveroles, 7 ha de pois protéagineux, 7 ha de colza, 7 ha d'orge d'automne, 10,5 ha de prairies artificielles, 20 ha de surfaces herbagères (pâturages, prairies naturelles, surfaces de compensation écologique), 3,3 ha de cultures spéciales

Animaux: 35 vaches allaitantes, engraissement et élevage

Stratégie: vente directe, cultures spéciales, optimisation des grandes cultures biologiques

«*Soif de savoir et ouverture à la nouveauté, sans préjugés.*»



Je veux travailler de manière rationnelle

Tout aurait pu se passer différemment. Fille de paysans à Diegten et adepte de polyathlon, Yvonne Ritter a d'abord entamé une formation de maître de sport. Son frère effectuait alors un apprentissage d'agriculteur. Lorsqu'il a fallu transformer l'étable pour passer de la stabulation entravée à la stabulation libre, Yvonne est revenue aider à la maison pendant une année, d'autant qu'elle était de moins en moins motivée par ses études. Et elle est restée, alors que son frère est parti accomplir son service militaire, rattraper la maturité et suivre des études d'économie. Yvonne a quant à elle entrepris une formation d'agricultrice, qu'elle a poursuivie jusqu'à la maîtrise. Elle a maintenant 31 ans et est employée par son père. Ils se sont réparti le travail selon leurs préférences: Yvonne s'occupe des animaux et des apprentis. «J'adore les animaux et la nature. La nature réagit à la moindre erreur, mais elle te récompense aussi quand tu fais tout juste.» Les Ritter ont déjà envisagé de passer au bio, mais vu le grand nombre d'animaux par rapport à la surface disponible, il leur est très difficile de se conformer aux prescriptions bio en matière de fumure et d'affourage-

ment. Leur exploitation ne peut pas non plus adhérer au nouveau programme de production de lait et de viande basée sur les herbages parce que les vaches reçoivent de l'ensilage de maïs comme source d'énergie. «Nous leur donnons une part aussi élevée que possible de fourrages grossiers. Nos animaux mangent surtout de l'herbe, du foin et de l'ensilage.»

Entre les nombreux animaux, les grandes cultures et le verger de cerisiers, l'exploitation exige beaucoup de travail. «Nous essayons de nous organiser de manière à réduire la charge de travail et à gérer les processus le plus efficacement possible», explique Yvonne. C'est pourquoi il y a 10 ans, les Ritter ont acheté un robot de traite qui fonctionne 24 heures sur 24 – c'est donc la traite à la demande pour les vaches. Avec 65 vaches, le robot remplace une unité de main-d'œuvre. «Le robot n'est pas approprié pour tout le monde», fait remarquer Yvonne avec conviction. Il est d'autant plus important de bien observer les animaux et d'entretenir avec soin la machine, sans quoi des problèmes surgissent rapidement. Yvonne trouve important de pouvoir toucher et mener aisément ses vaches. Elle distribue aux veaux leur lot quotidien de caresses pour qu'ils s'habituent à elle et l'acceptent. Éleveuse passionnée, Yvonne est à la tête de l'association des éleveurs de la race tachetée rouge de Bâle-Campagne. «Ces expositions de bétail axées sur les performances ne m'intéressent pas. Ce que je recherche, c'est une vache robuste ayant de bons onglons et produisant entre 8000 et 8500 litres de lait par an. Comme nous travaillons avec un

robot de traite, le pis et la position des trayons sont importants.»

Si on lui demande ce qu'elle préfère dans sa profession, Yvonne répond sans hésiter: «J'aime la liberté, même si la marge de manœuvre se réduit de plus en plus en raison des prescriptions politiques. Je voudrais qu'on nous laisse à nouveau plus de responsabilités vis-à-vis de la nature et des animaux, et que nous, les pay-

« Ne perds jamais plaisir à ce que tu fais. »

sans, assumions ces responsabilités.» La forte dépendance aux paiements directs l'inquiète: à 54 centimes, le prix de son lait est loin de couvrir les coûts. Sans le calcul mixte incluant l'engraissement de veaux, la vente de vaches et les paiements directs, les Ritter devraient abandonner la production laitière. Yvonne appelle donc de ses vœux «un prix du lait équitable qui corresponde aux coûts suisses».

Elle prévoit de reprendre l'exploitation dans quelques années: «Lorsque mon frère a quitté l'agriculture, mon père a mis une année à s'en remettre. Mais maintenant, nous nous entendons bien.» Pendant sa formation, Yvonne a senti que l'on doutait de la capacité d'une femme à gérer seule une exploitation agricole. «Une femme doit d'abord faire ses preuves, même si les hommes rencontrent aussi des limites physiques dans l'accomplissement de travaux pénibles.» Yvonne connaît ses faiblesses: «Je veux toujours tout faire à la perfection. J'essaie d'être plus sereine et de fixer des priorités.» De toute façon, elle n'a (plus) rien à prouver.

Portrait de l'exploitation

Superficie et type de production: 33 ha de surface agricole utile (PER et IP Suisse)

Zone: zone des collines

Cultures: 16 ha de grandes cultures (maïs, orge, prairies artificielles), 0,4 ha de verger de cerisiers demi-tige, 1,4 ha de forêt, surface restante en prairies naturelles

Animaux: 65 vaches laitières, 40 animaux d'élevage, 14 veaux à l'engrais

Stratégie: réduction du travail par la mécanisation



La qualité, élément-clé de la viticulture

Grégoire Dessimoz a fait des études de journalisme à l'Université de Fribourg. Un métier qui lui permettait de gagner plus en travaillant moins d'heures. Et pourtant il a décidé de devenir vigneron. Adolescent, il ne montrait guère d'intérêt pour l'exploitation viticole de son père. Après quelques années en tant que journaliste, il s'est aperçu que le travail de bureau ne lui convenait pas. Il lui fallait exercer un travail manuel. De plus, il n'aimait pas l'évolution suivie par le journalisme. Il a donc appris le métier de vigneron et de caviste et repris l'exploitation familiale, bien que ses parents l'aient mis en garde contre les aléas économiques de la viticulture. Il ne s'est pas laissé décourager et maintenant ses parents sont bien contents que Grégoire leur ait succédé.

Son père possédait deux hectares de vigne et achetait du raisin qu'il vinifiait. Aujourd'hui, Grégoire travaille quatre hectares de vigne, mais n'achète plus de raisin à l'extérieur. « Je veux savoir ce que je transforme. Le vin doit être élaboré de A à Z sur mon exploitation. » Cette surface lui permet de produire quelque 30 000 bouteilles qu'il vend également en Suisse allemande. Son père participait déjà aux foires de Bâle depuis 30 ans et s'était constitué ainsi une clientèle. Au printemps 2015, Grégoire a ouvert, avec un ami producteur de fruits et légumes, un magasin dédié aux produits locaux et de saison au centre de Sion. Un pari risqué, mais qui jusqu'ici semble réussir.

À la question de savoir s'il n'a pas regretté sa décision d'abandonner le journalisme, Grégoire répond : « Non, même si la situation est

devenue plus difficile ces cinq dernières années. Les prix ont reculé en raison d'une baisse générale de la demande. À cela s'ajoutent de nouveaux défis comme le problème de la drophobie du cerisier. » Aussi la politique agricole avec ses conditions changeant sans cesse et la charge administrative toujours plus grande ne font que renforcer l'incertitude. Toutefois, les avantages de sa profession restent prépondérants. « La gestion du domaine me fait énormément plaisir. Voir le processus de transformation du raisin en vin et pouvoir vendre ce dernier moi-même demeure une expérience merveilleuse. »

La concurrence croissante des produits bon marché en provenance de l'étranger est selon lui une menace pour l'agriculture suisse. Grégoire est malgré tout persuadé que l'agriculture suisse peut résister. « En Suisse, la recherche et la formation ainsi que leur application restent de premier ordre. La qualité des produits suisses est donc très bonne. » Avec le temps, la qualité, mais aussi la proximité, la sécurité et la traçabilité gagnent en importance pour les consommateurs. Grégoire pense que la globalisation toujours plus grande est à l'origine de cette tendance.

Pas tous les gens ne connaissent cependant le revers de la médaille. « Beaucoup ne sont pas conscients du prix à payer pour produire une bouteille de vin californien. Les travailleurs immigrés mexicains vendent le raisin pour des salaires de misère. Il n'est pas possible si-

non de produire à des prix si bon marché. En Suisse, les travailleurs sont rémunérés convenablement et assurés. Cela a un prix. »

Quelle est la stratégie d'avenir de Grégoire ? Il y en a plusieurs. En premier lieu, il voudrait passer à une production biologique, ce qui est déjà le cas depuis quatre ans au niveau des traitements. « Le bio me tente. Le seul défi, c'est l'enherbement. » Pour lui, la

qualité passe avant tout. Il lui faut par ailleurs développer la vente directe afin que la majeure partie de la valeur ajoutée reste au domaine. Il aimerait que les gens soient un peu plus conséquents. « Beaucoup de gens trouvent super que les jeunes se lancent dans l'agriculture, mais achètent des produits étrangers meilleur marché. » Dans l'agriculture suisse, le chemin qui mène aux étoiles est un chemin pentu et caillouteux, mais Grégoire est persuadé que cela en vaut la peine.

« *Ad astra per aspera. À travers l'adversité vers les étoiles.* »

Portrait de l'exploitation

Superficie et type de production : 4 ha SAU, conversion en bio envisagée

Zone : zone des collines

Culture : vigne

Particularité : débutant tardif

Stratégie : plus de valeur ajoutée restant au domaine



Notre objectif : produire du lait à moindre coût

Les collines verdoyantes des contreforts du Napf constituent des surfaces herbagères idéales pour la production laitière. Ce que l'on voit au pâturage est cependant inhabituel : des vaches de toutes les couleurs, plutôt petites et trapues. « Nos animaux sont un croisement entre la Jersey et la Frisonne néozélandaise, appelé Kiwi-Cross », explique Kilian Aregger. L'objectif est non pas une production maximale de lait, mais une valorisation maximale des herbages. « Les vaches ne consomment que du fourrage grossier, ce qui nous permet d'obtenir 5000 kilos de lait par année et par animal, avec des teneurs au-dessus de la moyenne. » Kilian a 24 ans et vient d'accomplir la première partie de la maîtrise d'agriculteur. Il va bientôt commencer à travailler comme aide sur une exploitation et remplace occasionnellement des agriculteurs, souhaitant ainsi accumuler de l'expérience. De toute façon, il n'y a pas du travail pour deux sur l'exploitation parentale, ce qui peut surprendre puisqu'elle compte 60 hectares, dont 15 de grandes cultures, 50 vaches laitières avec remonte et 550 porcs à l'engrais. La réponse se trouve dans la formule « production laitière saisonnière avec

pâturage intégral ». Toutes les vaches vèlent en même temps à la fin de l'hiver. Elles donnent du lait tant que l'herbe pousse au pré, puis elles se tarissent. Les Aregger ne fauchent pas d'herbe pour l'affouragement à l'étable. « Nos vaches se nourrissent elles-mêmes. Elles broutent toute la journée dehors, où elles ont droit chaque jour à deux portions supplémentaires de pâturage frais. » Les clôtures sont constamment déplacées. La nuit, les animaux sont à l'étable en stabulation libre et sans fourrage. Pendant trois mois en hiver, Kilian et son père Ignaz ne doivent pas traire. Pendant cette période, les animaux reçoivent d'abord du foin écologique, puis du foin normal et du regain.

Les vaches ne sont pas toutes adaptées à ce système. C'est pourquoi le cheptel initial de Brown Swiss a fait place aux Kiwi-Cross. Pour que le timing joue, il faut que la fertilité soit bonne. Si une vache n'est pas gestante après la deuxième insémination, elle est saillie avec un animal de boucherie, le veau est vendu pour l'engraissement et la vache écartée de la production. Ce système permet de travailler de manière très rationnelle et de limiter les coûts de production. Il requiert peu de machines et ne nécessite pas d'aliments concentrés. Le lait est livré à une fromagerie locale, qui en fait de l'Emmentaler et du Sbrinz. Selon les calculs de Kilian, le prix actuel de 68 centimes par kilo, supplément pour les teneurs inclus, couvre tout juste les coûts sans le travail. « Sans paiements directs, on n'arrive pas à s'en sortir », constate Kilian. « Les paysans suisses peuvent s'estimer heureux d'avoir ce soutien. »

Kilian voulait devenir agriculteur depuis la 6^e classe. « J'apprécie ce travail varié qui change avec les saisons et j'aime beaucoup les animaux », avoue-t-il. L'exploitation permet aux Aregger de vivre de l'agriculture, ce qui n'a

« **Avoir un objectif, savoir qu'il y a plusieurs chemins pour l'atteindre et rester souple.** »

pas toujours été le cas : elle est passée de 17 à 60 hectares, grâce à l'achat d'une exploitation voisine et à la reprise de l'exploitation maternelle, située à Reiden, à 20 minutes en voiture. C'est là-bas que se trouvent les grandes cultures et la porcherie. Les travaux des grandes cultures sont effectués par une entreprise agricole, car l'acquisition de machines ne serait pas rentable pour les Aregger. Ils se sont aussi adjoint un aide pour la porcherie.

Kilian prévoit de reprendre l'exploitation dans quelques années et de continuer d'appliquer le système à faible intensité d'intrants cher à son père. Réaliser des performances laitières élevées avec des fourrages d'importation et des animaux exigeants n'a pas vraiment de sens pour eux. Selon le prix du lait, Kilian projette de remplacer la salle de traite et d'augmenter le nombre de places – avec cinq places, la traite prend actuellement trop de temps. Mais l'investissement n'en vaut pas la peine, actuellement. « Nous ne pouvons rien changer aux circonstances, nous devons rester souples et nous adapter », telle est sa devise. Cela peut aussi signifier l'arrêt de la production laitière : « Je tiens à une bonne qualité de vie. »

Portrait de l'exploitation

Superficie et type de production : 60 ha, PER
Zone : zone de montagne I et zone des collines

Cultures : 16 ha de grandes cultures (blé d'automne, orge d'automne, maïs grain, colza, soja et luzerne), 6 ha de surfaces de compensation écologique, 10 ha de forêt, surface restante principalement en pâturages

Animaux : 50 vaches laitières avec remonte, 550 porcs à l'engrais

Stratégie : faible intensité d'intrants, coûts bas



Je voulais en savoir plus sur ce que je faisais

Steffi Geiser est jeune. Elle a une furieuse envie d'apprendre et de nombreux projets en tête, pour elle-même et pour le Lindhof, le domaine parental situé sur un beau plateau surplombant Windisch. Arboricultrice fraîchement diplômée, elle considère son apprentissage comme une « très belle période » de sa vie. Il n'est pas surprenant, dès lors, qu'elle ait obtenu une note finale de 5,3. Elle a rencontré de nombreux spécialistes compétents à qui elle peut maintenant demander conseil pour des problèmes particuliers. Steffi est

« Apprends un métier que tu aimes et tu ne devras plus jamais travailler. »

employée sur l'exploitation arboricole de ses parents et exerce son métier avec beaucoup de fierté. « J'ai plaisir à gérer les cultures, de la plantation à la récolte », dit-elle en riant. Il n'était pourtant pas prévu initialement qu'elle travaille sur le domaine parental. Elle a commencé par une formation de jardinière spécialisée en production d'arbrisseaux, qu'elle a beaucoup appréciée pour le contact avec le végétal. Puis elle a travaillé une année dans l'exploitation de ses parents en suivant le rythme des saisons : plantation et entretien des arbres fruitiers, récolte, entreposage, vente au magasin, séchage et pressage des pommes, tenue de la comptabilité et marketing pour le magasin de la ferme. « Finalement, j'ai voulu en savoir plus sur ce que je faisais », explique la jeune femme, et c'est pourquoi elle a entamé un apprentissage d'arboricultrice, d'abord chez ses parents, puis à Agroscope à Wädenswil.

Depuis le 1^{er} septembre, elle travaille sur le domaine de ses parents, Monika et Beat Gei-

ser, profitant de leur longue expérience. Le sol fertile produit des pommes, des poires, des cerises, des prunes, des pruneaux et des fraises, qui sont vendus dans le magasin de la ferme. Toute l'année, on y trouve des eaux-de-vie préparées avec les fruits du domaine, de la farine fabriquée avec leur blé, du jus de pomme conditionné en bag-in-box et depuis peu en bouteilles d'un litre et d'un demi-litre, des anneaux de pommes séchés, du miel de l'apiculteur qui élève des abeilles sur leur domaine, des œufs de

leurs poules et maintenant aussi du vinaigre de pomme et de fraise. Ce dernier est une idée de Steffi, qui l'a naturellement confectionné elle-même. Steffi a également lancé avec succès la culture de légumes d'été pour le magasin. L'arboricultrice motivée ne veut toutefois pas tout changer, car « il y a bien des raisons pour que l'exploitation ait si bien fonctionné jusqu'ici ». Mais elle a encore des idées plein la tête. Elle veut prolonger la saison avec certaines variétés de pommes, histoire de stimuler les ventes du magasin, développer son site www.geiserlindhof.ch et faire de la publicité sur les réseaux sociaux. C'est à son initiative et grâce à son dynamisme que l'exploitation a commencé dernièrement à produire des tomates sous tunnel et que de jeunes marronniers attendent d'être plantés. Par ailleurs, Steffi a déjà sélectionné une parcelle idéale – en pente orientée à l'est – pour un verger d'abricotiers. Elle voit l'avenir avec beaucoup d'optimisme. Ses deux professions, elle les a choisies selon sa devise : « Apprends un mé-

tier que tu aimes et tu ne devras plus jamais travailler. » Elle sait que la clientèle du Lindhof apprécie de savoir d'où viennent les pommes et qui garantit la qualité des fruits.

La stratégie de Steffi tient en trois mots : « terroir, traçabilité et proximité ». En gérant une entreprise, on prend bien sûr des risques, mais elle ne s'en plaint pas. Ses collègues de formation en arboriculture sont également très optimistes. Ils sont confiants et investissent beaucoup d'argent et de travail dans leurs exploitations. « C'est un grand compliment pour l'agriculture suisse qu'autant de jeunes veuillent s'y lancer avec un tel engagement », conclut Steffi.

Portrait de l'exploitation

Superficie et type de production : 4 ha, PER
Zone : zone de plaine

Cultures : 4 ha d'arbres fruitiers et de fraisiers, communauté d'exploitation avec grandes cultures

Animaux : poules pondeuses pour la vente directe

Particularité : la totalité de la production est écoulee dans le magasin de la ferme



Le travail avec des chevaux est rentable

L'histoire de Mikaël Zürcher ressemble à un conte de fée. « Mes trois frères et sœurs voulaient déjà faire une formation agricole. Nos parents ont pu les en dissuader, parce que faire un apprentissage n'avait aucun sens sans exploitation agricole. » Mais aucun argument n'a eu raison de la détermination de Mikaël. « Il voulait absolument devenir agriculteur », explique sa mère. Il avait commencé son apprentissage lorsqu'un heureux hasard influença son destin. Un journal local rapporta qu'il avait participé dans sa commune à la collecte des vieux papiers avec un cheval et une charrette. Cet article tomba sous les yeux de Henry Spychiger, agriculteur de Mont-Crosin, qui proposa à Mikaël de faire sa 3^e année d'apprentissage dans sa ferme. Celui-ci ne demandait pas mieux, car les Spychiger travaillaient beaucoup avec leurs chevaux. Après son apprentissage, il fut embauché et finit par reprendre l'exploitation des Spychiger. Et ce, à 20 ans seulement ! Il commença par louer l'exploitation à bail. Il n'était pas question d'achat pour lui : les banques n'accordent pas de crédits à un jeune de 20 ans ! Il n'aurait du reste reçu aucune aide à l'investissement, car il n'était pas

encore agriculteur indépendant. Après six années de fermage, plus rien ne s'opposait à une acquisition. Son ancien patron est maintenant son employé et ses parents l'aident activement dans son travail, ce qui est nécessaire, Mikaël étant rappelé assez souvent à l'armée. Il est en effet officier au sein de l'unité montée. Plus tard, il veut éventuellement faire la maîtrise pour pouvoir former des apprentis.

Mikaël possède 27 vaches laitières, des Jersey et des Holstein, dont le lait est destiné à la production du Tête de Moine. Il entend leur donner le moins d'aliments concentrés possible.

Sa stratégie est la production de lait à base d'her-

bage. « Le prix que je touche est relativement élevé, grâce notamment à la prime à la teneur pour le lait des Jersey, soit entre 73 et 80 centimes. » Pourtant, Mikaël sait aussi que les exportations de Tête de Moine reculent en raison de la cherté du franc et que ces problèmes d'écoulement menacent de faire baisser le prix du lait. La diminution des prix à la production oblige les agriculteurs à s'agrandir de plus en plus. « C'est un cercle vicieux, car au final ces exploitations ne s'en tirent souvent pas mieux, compte tenu des lourds investissements consentis », conclut Mikaël.

Être son propre patron, le contact avec la nature et les animaux, voilà ce qui le séduit. Sa passion, c'est de travailler avec des chevaux. « Près de 75 % des travaux de la ferme peuvent être effectués avec des chevaux. Mon objectif est d'arriver à 100 %. » Pour lui, le travail avec

des chevaux est rentable. Les coûts de matériel sont nettement moins élevés et la perte de temps limitée. « Pour que cela fonctionne, il faut des chevaux forts, bien entraînés et avoir du plaisir à travailler. » Sa stratégie : une optimisation globale des coûts, que ce soit au niveau de la production laitière ou du matériel.

Il ne sait trop que penser des paiements directs. D'un côté les exploitations jurassiennes ont profité de la Politique agricole 2014 - 17, mais d'un autre côté le système n'est pas satisfaisant. « Les agriculteurs qui font un bon travail profitent moins que ceux qui ne font

rien. Je gagnerais presque plus à ne pas produire de denrées alimentaires. Ça ne peut pas être le but visé. » Il constate un détachement de la société par rapport à l'agriculture. « Les gens veulent de beaux paysages, mais ne s'intéressent plus à la production alimentaire. » Il reste cependant persuadé que le rôle de l'agriculture restera important, car « sans nourriture, point de salut ».

Portrait de l'exploitation

Superficie et type de production : 36 ha SAU (production intégrée), 11 ha de forêt

Zone : zone de montagne II

Cultures : 25 ares de pommes de terre ; prairies et pâtures pour le reste

Animaux : 27 vaches, 11 chevaux

Particularités : parcours atypique, travaille en grande partie avec des chevaux

Stratégie : coûts de production peu élevés

« Nul ne peut vivre sans nourriture. »



La recette du succès : collaborer

« Pour nous, il n'y a que la collaboration interexploitations qui entre en ligne de compte. Elle réduit la charge de travail, nous avons congé un week-end sur deux et pouvons prendre des vacances. Et ça fonctionne! » C'est d'un commun accord que Marcia et Nik Peterhans ont choisi cette formule. Avec Josiane et Samuel Imboden, et avec les parents de Nik, Vroni et Thomas Peterhans, ils gèrent la société simple agrino (pour « agraire » et « innovation »), une exploitation agricole avec vaches

laitières, vaches allaitantes, grandes cultures et production d'électricité. Thomas

Peterhans travaille à 70% comme chauffeur de bus, Nik à 30% environ sur les chantiers. La totalité des revenus et des recettes va à agrino. À la fin de l'année, on fait un décompte d'après le nombre d'heures de travail. La provenance de l'argent ne joue aucun rôle: chaque heure travaillée – même à l'extérieur – a la même valeur. Seuls l'apprenti et le père de Samuel, qui mettent également la main à la pâte, touchent un salaire mensuel fixe. Les femmes participent aux tâches et touchent un salaire horaire.

En écoutant Marcia et Nik, on se demande pourquoi cette forme de collaboration n'est pas plus répandue dans l'agriculture. Nik explique: « Il faut une très bonne entente et une confiance totale. Chacun note ses heures, il n'y a pas de contrôles. » Les familles Peterhans et Imboden travaillent déjà ensemble depuis 1974, si bien que Nik et Samuel ne connaissent rien d'autre. Mais cette relation entre collègues et partenaires commerciaux est délicate. Chez eux, la séparation claire des domaines de compétence

facilite les choses. Nik s'occupe de l'élevage allaitant, de la vente de la viande et de l'installation de production de biogaz, Samuel des vaches laitières et des grandes cultures. Nik vient d'obtenir son diplôme de maître agriculteur. Les examens finaux en grandes cultures lui ont presque posé des difficultés, étant donné qu'il ne touche guère à ce secteur dans l'exploitation. « Chacun ayant des compétences différentes, personne ne se mêle de ce que font les autres. »

« Rien n'est intéressant si tu ne t'y intéresses pas. »

En revanche, il faut du temps pour prendre des décisions au sein d'agri-

no, car elles doivent être unanimes. Cela évite les gestes précipités. Une décision importante a été l'achat d'un domaine agricole de 15 hectares avec élevage allaitant dans le village voisin, au début de l'année 2015. Le prix correspondait à la valeur vénale (voir encadré à la page 14). L'achat a dû être mûrement réfléchi, car l'exploitation en question ne couvrait pas ses frais. Les propriétaires précédents allaient travailler à l'extérieur. « Notre société de personnes nous donne une meilleure assise financière, si bien que nous avons pu prendre ce risque », explique Nik.

La production d'électricité est un pilier important d'agrino. Depuis 2005, la société produit du courant écologique avec du biogaz. Elle utilise pour cela les engrais de la ferme, mais aussi d'autres substrats bio externes, comme des résidus de céréales ou des épluchures. Depuis deux ans à peine, agrino produit en outre du courant au moyen de panneaux photovoltaïques installés sur les bâtiments de l'exploitation. Les recettes tirées des quelque 1,26 million de kWh par an-

née représentent une grande partie des revenus de la société, notamment grâce à la rétribution à prix coûtant du courant injecté. « La production d'énergie nous permet d'être moins tributaires des paiements directs et de la politique agricole que d'autres exploitations », se réjouissent Marcia et Nik. Ils n'ont pas toujours eu pour but d'exploiter un domaine agricole. Nik a d'abord fait un apprentissage de polymécanicien, puis une formation d'agriculteur, et Marcia n'avait aucune affinité avec l'agriculture. Maintenant, ils apprécient leur métier polyvalent dans et avec la nature, et ils en reconnaissent l'importance pour l'avenir. « Tu as besoin une fois dans ta vie d'un médecin, d'un avocat ou d'un curé, mais tu as besoin trois fois par jour d'un agriculteur », avance Marcia en souriant.

Portrait de l'exploitation

Superficie et type de production: 61 ha de surface agricole utile (PER et IP Suisse)

Zone: zone de plaine

Cultures: 30 ha de prairies et de pâturages, 22 ha de grandes cultures (blé d'automne pour la production de semence, betteraves sucrières, pommes de terre, maïs, maïs doux, tournesols, colza), 9,5 ha de surface de compensation écologique

Animaux: 40 vaches laitières, 12 animaux d'élevage, 30 vaches allaitantes avec veaux et taureau, 4 chevaux, 3 poneys, 30 colonies d'abeilles

Particularité: installation de production de biogaz et panneaux photovoltaïques (production d'électricité: 1,26 million de kWh/an)

Stratégie: société de personnes avec deux exploitations et trois familles (www.agrino.ch)



Les Suisses veulent manger des légumes de Suisse

Pour Davide Cattori, maître maraîcher, il n'a jamais été question de faire un autre métier. « Très tôt déjà, j'ai eu mon petit jardin où je semais, repiquais, plantais et récoltais mes légumes », se souvient-il. Plus tard, son jardin a gardé une place importante dans ses loisirs, auxquels est venu s'ajouter le cyclisme (Davide a fait de la compétition en catégorie junior). Pendant son apprentissage à Villigen, en Argovie, il lui a fallu abandonner la compétition par manque de temps. « Mais le vélo est resté mon passe-temps favori », tient-il à souligner. Davide a choisi volontairement un apprentissage en Suisse alémanique pour apprendre l'allemand. L'école professionnelle germanophone à Wädenswil, et plus tard la maîtrise de maraîcher, ont été la suite logique de ce parcours.

Davide est actuellement responsable de la production en plein champ dans l'entreprise

Portrait de l'exploitation

Superficie et type de production : 2,79 ha de serres, 9 ha de légumes en plein champ, 7 ha de légumes sur des terres affermées après du blé

Zone : zone de plaine

Cultures : tomates grappes et cerises hors sol, courgettes, choux et salades

Main-d'œuvre : Davide et ses parents, Claudio et Emma Cattori, 13 employés à l'année et jusqu'à 30 employés en saison

Particularité : enseignant dans deux classes de maraîchers à l'école d'agriculture de Mezzana

Stratégie : spécialisation en culture maraîchère

familiale Agrotomato SA. « Heureusement, le consommateur suisse veut manger des légumes cultivés en Suisse. J'ai le plaisir de produire ces légumes », dit-il en souriant. Selon sa propre expérience, la force de l'agriculture suisse est la proximité avec le consommateur. Une petite partie des légumes de son exploitation est écoulée en vente directe et les clients demandent souvent comment ils sont produits. Lors d'une récente journée serres ouvertes d'Agrotomato SA, Davide a constaté combien les gens sont éloignés de l'agriculture : « Il est important d'être disponible de temps à autre pour expliquer la production maraîchère. » La famille Cattori fournit à Migros des tomates vendues sous le label « De la région ». En tant que fournisseur, Davide est parfois présent au point de vente pour faire connaître aux clients les coulisses de la production et promouvoir les légumes suisses. Il saisit chaque occasion de faire de la publicité pour les légumes, que ce soit dans la vente directe, sur le site www.agrotomato.ch ou sur Facebook. Davide salue par ailleurs la publicité générique que l'Union suisse des paysans diffuse dans les médias électroniques et au moyen d'affiches.

Il en est convaincu : des légumes, on en mangera toujours. Par conséquent, sa stratégie pour l'avenir est d'agrandir encore son exploitation : « Je suis ouvert à la nouveauté et vais me lancer dans la viticulture. » La planification de ce projet est déjà bien avancée. En avril 2016, Davide plantera un hectare de merlot, vu l'engouement pour les vins tessinois et spécialement pour ce cépage. C'est une occasion qu'il ne

veut pas laisser passer. Mais il se dit déçu par la Politique agricole 2014-2017, notamment parce qu'il ne reçoit toujours pas de paiements directs pour la production sous serres. « Pour moi, la PA va beaucoup trop loin sur le plan de l'écologie, même si je ne suis pas foncièrement opposé à une certaine dose d'écologie », précise-t-il. La révision de la loi sur la protection

« J'aime ce que je fais, je ne crains donc pas les longues journées de travail. »

des eaux est allée exactement dans la même direction, en causant la perte de terres arables le long des cours d'eau. « Il ne faut pas imposer constamment des contraintes à l'agriculture suisse et lui laisser de moins en moins d'espace pour la production de denrées alimentaires », martèle-t-il. La population suisse compte sur l'agriculture pour produire des denrées saines et d'excellente qualité. Pour les producteurs, la situation ne sera pas facile à l'avenir, car ils souffrent de la concurrence de l'étranger et des achats transfrontaliers. Davide reste toutefois optimiste, parce qu'il fait le métier dont il a toujours rêvé. « J'aime ce que je fais, je ne crains donc pas les longues journées de travail. » Cet enthousiasme l'a aidé pendant la sécheresse estivale de 2015, qui lui a imposé de nombreuses heures supplémentaires pour l'irrigation des cultures.



Le choix du lait de chèvre a été le bon

La cherté du franc, dont il est beaucoup question actuellement, a aussi des répercussions sur les ventes de fromage de chèvre. La concurrence de nos voisins français est forte. Pourtant, le jeune agriculteur fribourgeois Sébastien Berset est confiant. Le fromage de chèvre est acheté par des consommateurs soucieux de la provenance. De ce fait, la demande de fromage de chèvre reste bonne. La fromagerie locale était intéressée par le lait de chèvre. Sébastien et son père ont donc abandonné la production de lait de vache et converti l'étable ainsi que la salle de traite à l'élevage de chèvres et ils ont optimisé les processus de travail. En fait, la raison principale est tout autre. Sébastien aime ses chèvres! « Il faut aimer les chèvres, sinon cela ne fonctionne pas. Ce sont des animaux exigeants qui nécessitent beaucoup d'attention. » On pourrait croire que ce sont les bêtes qui l'ont poussé à devenir agriculteur. « Je n'ai jamais imaginé faire autre chose que ce métier. Les chèvres sont ma passion. » On le croit sur parole. L'indépendance et la possibilité d'entreprendre et de réaliser ses propres projets sont pour lui

Portrait de l'exploitation

Superficie et type de production: 25 ha SAU, production intégrée

Zone: zone des collines

Cultures: 3 ha de triticales, 21 ha de prairies et de pâtures

Animaux: 250 chèvres et chevreaux, 3 vaches allaitantes

Particularité: production de lait de chèvre

Stratégie: optimisation des processus et de la production laitière par une sélection ciblée

les grands avantages de sa profession. « Je ne pourrais pas travailler dans un bureau », déclare Sébastien avec conviction.

Avec leurs 250 chèvres, lui et son père produisent 185 000 kilos de lait par an, lait transformé dans la fromagerie voisine qui en assure la vente aux détaillants. Le prix de 1,30 franc par kilo est un bon prix, mais pour les Berset il est clair que s'il venait à baisser, la situation deviendrait difficile. Aujourd'hui déjà, l'exploitation ne pourrait pas survivre sans revenu annexe. En effet, père et fils travaillent à temps partiel à l'extérieur. Pour Sébastien, le plus grand risque pour l'agriculture suisse est le bas niveau des prix. « J'espère que nous avons atteint le creux de la vague. Les prix ne doivent pas baisser davantage. »

C'est pourquoi il serait bon de coopérer avec les consommateurs: « Les agriculteurs doivent leur expliquer qu'on ne peut pas produire aussi bon marché en Suisse qu'à l'étranger en raison de notre topographie et des prix élevés de nos moyens de production. » Pour lui, les agriculteurs doivent aussi faire des efforts. « Il faudrait être unis et lutter pour obtenir de meilleurs prix. Tant que les agriculteurs vendent leurs produits à bas prix, rien ne changera. Sauf que tous seront obligés d'accroître leur production pour survivre, ce qui a pour effet de faire baisser les prix davantage: un cercle vicieux ! »

Il voit une solution dans la vente directe. Non que chaque agriculteur doive ouvrir son propre

magasin, mais tous devraient se regrouper en coopératives. Ou faire comme la famille Berset et travailler avec une fromagerie locale. « Nous nous connaissons depuis longtemps et pouvons discuter des prix et du reste d'égal à égal », reconnaît Sébastien. L'orientation de la politique agricole n'est pas judicieuse selon lui. L'extensification va trop loin. On ferait mieux de produire en Suisse des denrées sur un mode durable et écologique, plutôt que d'importer de tout, notamment des États-Unis où le génie génétique et l'utilisation d'hormones sont autorisés.

Sébastien a une opinion bien tranchée et sait ce qu'il veut. Ses études de maître agriculteur y sont pour quelque chose. « La formation a été intensive, mais elle a porté

« Arrêter de se lamenter et réagir: on n'a rien sans rien. »

ses fruits. » Sa stratégie est de poursuivre la production de lait de chèvre, d'améliorer la performance laitière des chèvres et de baisser les coûts de production par une sélection ciblée. « L'idéal serait de ne pas avoir à acheter du fourrage supplémentaire. Cependant, pour produire suffisamment de fourrage, il faudrait plus de terres. Or, il est difficile d'en acheter dans notre région, car la demande est très forte. » Il envisage aussi de construire deux habitations, une pour la louer et l'autre pour lui et sa femme. Sébastien se réjouit de pouvoir fonder une famille dans ce nouveau logement, tout en vivant sa passion chaque jour auprès de ses chèvres.



Produire des denrées alimentaires : une grande mission

Pour Martin Aeschlimann, la production de denrées alimentaires est une grande mission, puisqu'il s'agit ni plus ni moins de nourrir la population. Avec leur alpage, les Aeschlimann perpétuent en outre des traditions ancestrales de la Suisse. Petit garçon, déjà, Martin voulait devenir paysan. Tout chez ce jeune homme sympathique de 24 ans exprime son enthousiasme pour l'agriculture. Il a surtout une passion pour ses vaches

« Voir les choses en devenir, voilà ce qui fait la beauté de l'agriculture. »

Simmental. La variété des tâches et le travail dans la nature sont également des raisons qui l'ont incité à suivre les traces de son père. L'agriculture fait partie de l'histoire familiale depuis 400 ans : les ancêtres de Martin étaient vachers. Maintenant, il gère l'exploitation avec ses parents (communauté entre générations). Après avoir obtenu son CFC d'agriculteur, il a suivi un apprentissage de scieur, puis il a commencé l'école de chefs d'exploitation, qu'il veut conclure par l'examen de maîtrise.

L'exploitation de plaine des Aeschlimann est située à Schwarzenegg, leur alpage dans l'Eriz. Martin y passe l'été avec les vaches. Le fromage d'alpage des Aeschlimann n'a pas la certification AOP, mais se vend sans problème, directement à la ferme. En été, l'exploitation réalise un prix d'environ 90 centimes par litre de lait. En hiver, le lait est vendu à l'organisation de commercialisation Aaremilch pour 56 centimes le litre. L'engraissement des veaux permet d'améliorer quelque peu le prix du lait. « Notre objectif est de réaliser une valeur ajoutée maximale sur l'ex-

ploitation, que ce soit par la vente du fromage ou l'engraissement des veaux », résume-t-il. Par une sélection ciblée, il voudrait en outre améliorer chez ses vaches la valorisation des fourrages grossiers. Rustiques et peu exigeantes, les vaches Simmental se prêtent bien à ce projet.

Malgré son enthousiasme, une pointe d'idéalisme et beaucoup de planification stratégique, la famille Aeschlimann doit exercer plusieurs activités accessoires. Autrement, elle ne s'en sortirait pas financièrement. Le père travaille à 40% comme agent fiduciaire, la mère comme cuisinière et Martin a fondé avec trois collègues une entreprise forestière. « Mes deux activités se combinent à merveille. Cela permet de bien résorber les pics de travail. De plus, voir autre chose ne fait pas de mal », estime l'intéressé. En revanche, il déplore que parfois, le travail à la ferme ne puisse pas être effectué de manière optimale par manque de temps. C'est aussi la raison pour laquelle Martin ne souhaite pas agrandir l'exploitation. Dans les régions de montagne, les possibilités de croissance sont limitées parce qu'une grande partie du travail doit encore être accompli manuellement.

Martin voit un potentiel d'amélioration dans l'agriculture : « Il faut développer la collaboration sur le plan des machines. Je suis convaincu que c'est faisable, ce n'est qu'une question d'organisation. » De façon générale, il tient à maîtriser les coûts : « Il y a encore du potentiel chez nous, par exemple en matière de consommation d'essence pour la génératrice à l'alpage. Je cherche une solution avec des énergies renouvelables. » Pour le reste, Martin veut rester flexible afin de

toujours pouvoir s'adapter. La croissance n'est donc pas une option valable pour lui, car qui-conque investit est lié.

Bien que les régions de montagne profitent de la politique agricole, Martin regrette que la fonction première de l'agriculture, à savoir la production durable de denrées alimentaires, passe de plus en plus à l'arrière-plan. Il est reconnaissant pour les paiements directs, lorsqu'ils ne rétribuent pas ce qui existe de toute façon : « Comment expliquer au contribuable que je touche des contributions pour le pré de crocus, alors que celui-ci existe depuis des générations sans effort particulier de notre part ? » Il préférerait réaliser un meilleur prix pour ses produits. Son rêve : « que les denrées alimentaires soient appréciées à leur juste valeur. Tout le monde parle de région, de bien-être animal et de protection de l'environnement, mais quand il s'agit de passer aux actes, les gens achètent quand même le produit le meilleur marché. »

Portrait de l'exploitation

Superficie et type de production : 20 ha de SAU, 40 ha d'alpages, 16 ha de forêt (production intégrée)

Zone : zones de montagne I à III

Cultures : prairies et pâturages

Animaux : 20 vaches laitières (race pure Simmental), vèlages saisonniers en automne, bovins d'élevage, veaux à l'engrais (broutards), 10 chevaux en pension

Particularité : communauté d'exploitation entre voisins

Stratégie : combinaison agriculture et revenu accessoire



CONCLUSION

Les jeunes paysans d'aujourd'hui façonnent l'agriculture de demain. Les 14 portraits de professionnels le montrent : l'agriculture va se diversifier davantage. Les stratégies gagnantes valables pour tous appartiennent au passé. Chaque chef d'exploitation doit trouver et emprunter sa propre voie, selon les caractéristiques de son exploitation et ses préférences et aptitudes personnelles. Les portraits montrent que les jeunes entrepreneurs acquièrent le savoir nécessaire aux diverses stratégies par une formation ciblée. Ils ont tous un solide bagage, qui comprend souvent plus que la formation de base en agriculture, mais les parcours individuels divergent.

En plus d'une bonne formation, ils ont en commun leur grande passion du métier et leur forte volonté de performance. Ils sont nombreux à ne pas avoir régulièrement de week-ends libres ou de vacances. Ils sont animés par l'amour du métier, la volonté de perpétuer un héritage et de relever les défis. Mais c'est aussi là que réside un certain danger, car une profession qui requiert un engagement supérieur à la moyenne pour un revenu tout juste suffisant risque bien, à long terme, de manquer de relève et de capitaux d'investissement.

Les jeunes agriculteurs savent en outre qu'ils doivent s'adapter aux besoins du marché et des consommateurs. La nouvelle génération agricole reflète l'évolution sociétale concernant une gestion durable des ressources naturelles et de la nature. Elle a une grande compréhens-

sion pour un mode de production en accord avec la nature et respectueux des animaux, mais elle souhaite que la jungle des prescriptions laisse place à une plus grande confiance. Ou, comme le dit Yvonne Ritter (portrait de la page 23) : « Je voudrais qu'on nous laisse à nouveau plus de responsabilités vis-à-vis de la nature et des animaux, et que nous, les paysans, assumions ces responsabilités. »

Les jeunes ont horreur de vivre sous perfusion de l'État. Même si la plupart des exploitants présentés savent bien qu'ils n'auraient aucune chance de survie sans cette rétribution des prestations d'intérêt général. Font exception les exploitations dont les produits peuvent être vendus à des prix couvrant les coûts de production. Elles sont moins dépendantes des paiements directs. Les jeunes professionnels sont reconnaissants pour cette marque d'estime vis-à-vis de leurs prestations et pour le soutien public. Mais, sans exception, ils se considèrent d'abord comme des producteurs de denrées alimentaires saines et issues d'une production durable. À leurs yeux, leur tâche est d'approvisionner la population et ce travail est porteur de sens. En outre, ils sont convaincus que l'agriculture est un métier d'avenir partout dans le monde parce que chaque être humain a besoin de denrées alimentaires.

Ils ne voient pas d'un bon œil que la politique agricole et le système des paiements directs affaiblissent progressivement la production de denrées alimentaires, qu'ils considèrent comme la principale tâche de leur branche. En conséquence, ils préféreraient tous des prix à

la production rémunérateurs à des paiements directs élevés. Les jeunes souhaitent que la population ait de l'estime pour leurs produits et soit prête à payer le prix d'une qualité élevée et de standards rigoureux au lieu d'acheter des produits importés bon marché. Il est tout à fait clair pour les jeunes agriculteurs qu'optimiser les paiements directs est aussi une attitude entrepreneuriale. Mais, en soi, cela n'est pas satisfaisant pour eux. Cette attitude est typique des agriculteurs à titre principal, que nous avons présentés dans ce rapport. Cependant, environ 30% des exploitants exercent leur activité agricole à titre accessoire. Ils gagnent leur revenu principal hors de l'agriculture, mais, à côté de cela, ils exploitent un domaine – souvent de façon très extensive, puisqu'ils ne peuvent pas investir beaucoup de temps dans l'exploitation. Eux aussi perçoivent des paiements directs pour les prestations fournies.

Le transfert du patrimoine représente un grand défi. Comme les exploitations ne cessent de croître et comprennent de plus en plus de machines et d'appareils coûteux, les jeunes gens doivent disposer de capitaux propres toujours plus importants pour financer la reprise. Il s'ensuit souvent de lourdes dettes. Pour des raisons financières, on ne fait pas les grands bonds qui permettraient de mettre en œuvre de nouvelles idées ou stratégies. Pour éviter que l'innovation soit freinée, la génération précédente doit déjà être ouverte aux nouveautés et associer les successeurs à la planification. Cela fonctionne généralement bien lorsque les générations entretiennent un bon rapport.



L'Union suisse des paysans (USP) est fière des jeunes agriculteurs. Cette relève fortement motivée et passionnée donne la preuve que l'agriculture peut et va surmonter ses défis. L'USP est également convaincue que la production alimentaire préservant les ressources va encore gagner en importance. C'est pourquoi elle s'investit pour que les métiers agricoles restent attrayants à l'avenir.

La principale revendication à cet égard est que les prix à la production permettent de couvrir les coûts et de réaliser un revenu comparable à celui d'autres métiers. Cela n'est possible qu'à condition d'avoir une part appropriée dans la valeur ajoutée du secteur. Le maintien du droit foncier rural est essentiel, car il permet la reprise d'une exploitation à un prix abordable. La législation sur l'aménagement du territoire revêt également une grande importance: elle doit laisser suffisamment de place à l'activité entrepreneuriale. Il faut par ailleurs maintenir l'aide initiale que reçoivent les jeunes agriculteurs au moment de la reprise d'une exploitation. Même si cette aide doit être remboursée, elle permet de financer la reprise et encourage l'innovation.

Les écoles d'agriculture et les centres de vulgarisation agricole, de leur côté, doivent transmettre à la relève un esprit entrepreneurial et un sentiment de responsabilité individuelle, mais aussi favoriser l'innovation par un soutien fort. L'USP continuera de s'engager à tous les niveaux pour de bonnes conditions-cadres et des prix équitables.



Survol de l'année 2015



Survol de l'année 2015

LA PRODUCTION AGRICOLE

Le bel été 2015 restera mémorable. Pendant près de trois mois, le temps chaud et sec n'a été entrecoupé que par des orages. Grâce à la faible pression des maladies et des ravageurs, la qualité des cultures était bonne, mais les quantités étaient plutôt réduites en raison du manque d'eau. S'agissant des produits d'origine animale, les secteurs porcin et laitier sont restés problématiques.

Records de chaleur en été

Après un hiver dans la moyenne, il a fait doux et ensoleillé en avril. En mai, le temps était pluvieux, mais les températures ont dépassé

la moyenne. Dès le mois de juin, l'été s'est installé, apportant chaleur et sécheresse jusqu'à fin août (fig. 6). En juillet, la Suisse a vécu l'une des canicules les plus intenses des 150 dernières années. Avec 39,7° C, Genève a connu la température la plus élevée jamais enregistrée au nord des Alpes. Pendant l'été, les précipitations sont surtout tombées sous forme d'orages, raison pour laquelle la répartition a été très inégale. La pluie a fait son retour en septembre, avec un temps plus frais.

Après une bonne fenaison, l'herbe a séché

Les prairies ont verdi tôt en avril et elles ont accueilli le bétail dès le mois de mars en plaine. Grâce au temps sec d'avril, les paysans ont pu faner et ensiler l'herbe de bonne heure. Dé-

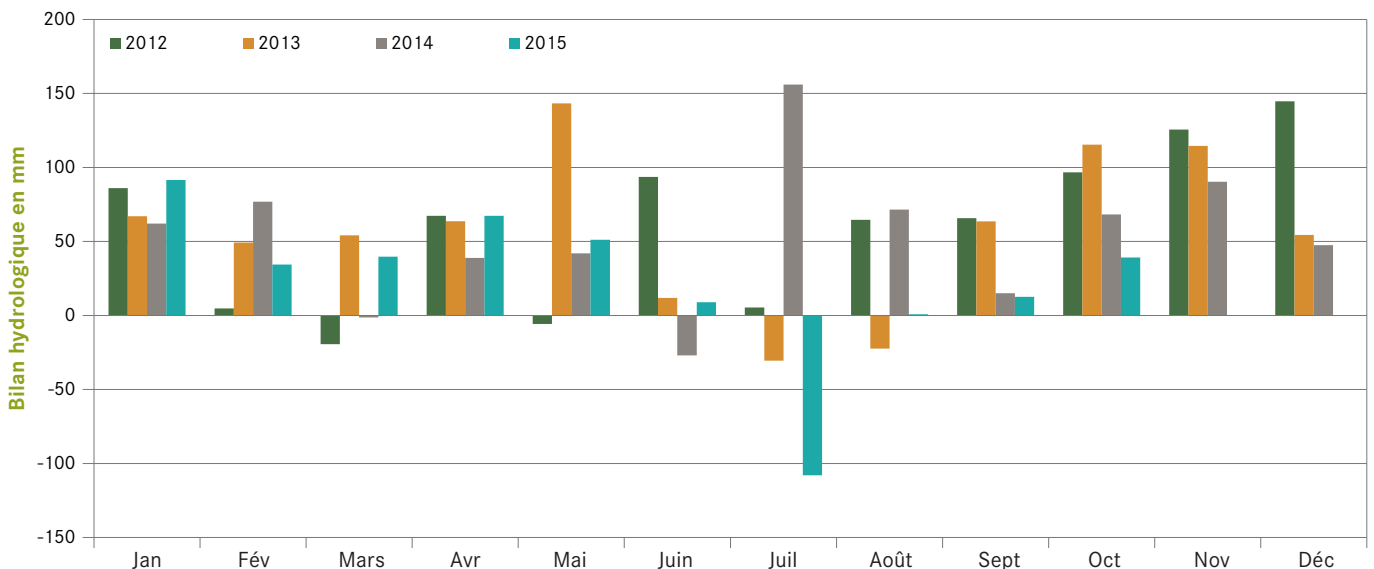
but mai, les pluies abondantes ont entraîné des inondations et causé des dommages dans les champs et les prairies. La fenaison a été généreuse, mais l'herbe a séché durant l'été caniculaire. En juillet et en août, l'armée a approvisionné le bétail en eau dans les Alpes fribourgeoises et vaudoises et dans les pâturages jurassiens. L'effet de la canicule sur le maïs a été variable selon les régions. Pour garantir l'approvisionnement en fourrage, l'Office fédéral de l'agriculture a abaissé le droit de douane grevant le maïs d'ensilage frais.

Bonne année céréalière

La qualité des céréales panifiables a nettement dépassé celle de l'année 2014. Les céréales d'automne ont profité de bonnes conditions

Figure 6 : Été 2015 extrêmement sec.

Bilans hydrologiques (précipitations moins évaporation) de 7 stations sur le Plateau en moyennes mensuelles. Source : MétéoSuisse





de semis et n'ont pas trop souffert de la canicule. Grâce aux conditions sèches durant la récolte, très peu de céréales panifiables ont dû être mises en valeur dans le secteur fourrager. L'approvisionnement des moulins en céréales indigènes était donc meilleur qu'en 2014. Il a même fallu procéder à des déclassements pour équilibrer l'offre et la demande. Comme en 2014, swiss granum a fixé le prix indicatif «récolte» à 52 francs pour la classe Top, à 50 francs pour la classe I et à 49 francs pour la classe II. S'agissant des céréales fourragères, les surfaces de blé ont diminué alors que l'orge s'est stabilisée (fig. 7).

Rendements élevés de colza

Cette année également, les rendements de colza ont été supérieurs à la moyenne, même s'ils sont restés légèrement au-dessous du record de 2014. Les quantités ont couvert, voire dépassé les besoins des huileries. Les prix à la production ont été inférieurs à ceux de 2014 en raison du franc fort et des faibles prix internationaux. Les surfaces et la production de tournesols ont légèrement augmenté. Les rendements de soja ont atteint le même niveau qu'en 2014. Comme les années précédentes, les cultures de soja et de tournesol ont bénéficié du soutien de la filière des oléagineux (Pool de production oléagineux), qui cherche à en améliorer la rentabilité.

Récolte de pommes de terre au-dessous de la moyenne

Les conditions météorologiques extrêmes ont eu un effet sensible sur la récolte de pommes de terre. Les rendements de 2015 ont été inférieurs

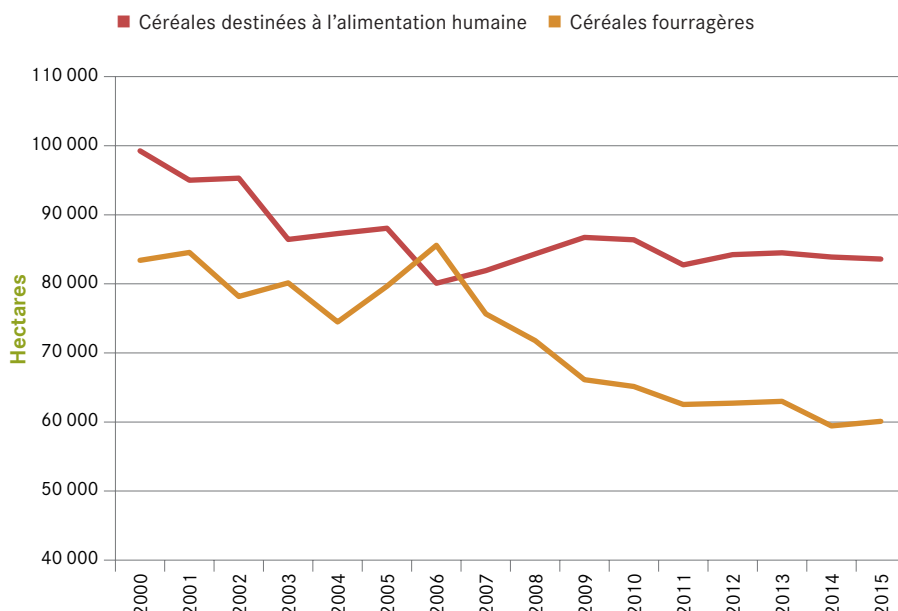
de 25% à la moyenne des cinq dernières années. Les calibres étaient petits, la qualité intérieure et extérieure généralement bonne. On a observé des tavelures et des défauts de forme. Dans le secteur bio, les rendements se sont aussi révélés nettement inférieurs à ceux de 2014. En raison de la faiblesse de l'offre, les prix à la production 2015 se situaient généralement dans le haut de la fourchette, donc au-dessus de ceux de 2014.

Betteraves sucrières : récolte modeste mais teneurs élevées

Après des conditions de semis idéales, les betteraves sucrières ont d'abord souffert des

pluies abondantes, puis de l'été chaud et sec. Le volume récolté était nettement au-dessous et les teneurs étaient au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. Dans l'ensemble, on constate une baisse du rendement en sucre par hectare, mais il existe de grandes différences entre régions et parcelles. L'effondrement des prix sur le marché européen du sucre s'est répercuté négativement sur les prix suisses. En raison de la récolte modeste et de la baisse des prix, les betteraviers ont subi des pertes financières douloureuses.

Figure 7 : Évolution de la surface cultivée en céréales (sans les bandes culturelles extensives). Sources : relevé des structures de l'OFS, Agristat ; 2015 : estimation





Légumes en suffisance malgré la chaleur

La branche maraîchère a bien entamé la saison grâce à la douceur du printemps. Les inondations de mai ont provoqué une réduction temporaire de l'offre. Puis la chaleur et la sécheresse de l'été ont entraîné un surplus de travail, en particulier dans la production en plein champ. Il a fallu un arrosage abondant, ce qui a fait augmenter les coûts de production. Dans la plupart des cas, la quantité des produits n'a pas baissé. Pour ce qui est des cultures en serre, le beau temps a généré de bonnes récoltes et stimulé la demande. On s'attend en revanche à de faibles rendements de légumes de garde.

Volumes de fruits en adéquation avec le marché

La récolte de pommes est restée inférieure de 5% à la moyenne des années précédentes. Environ 100 000 tonnes ont été commercialisées comme pommes de table, un peu plus de 80 000 tonnes ont été vendues à des cidreries et à l'industrie. Contrairement à d'autres années, il n'a pas fallu exporter, ce qui a eu un effet bénéfique sur les prix. Avec 35 000 tonnes, la récolte de poires s'est révélée moyenne, mais a néanmoins dépassé la demande indigène. Il en a résulté des retenues sensibles sur le prix des poires à cidre. La qualité des cerises, des abricots et des pruneaux s'est révélée bonne, mais les quantités étaient inférieures à celles de 2014 (différence jusqu'à 30%). Les calibres étaient un peu plus petits à cause de la canicule. La commercialisation n'a donc posé aucun problème. Les rendements des baies étaient aussi en deçà de ceux de 2014 (de 5 à 15%). La drosophile du

cerisier a été bien maîtrisée et la pression du feu bactérien était moyenne.

Vignes : millésime prometteur

Au moment de la floraison, on a observé de nombreux dommages dans les vignobles (déformation des feuilles et forte coulure). Il semble qu'un produit phytosanitaire puisse être responsable de ces troubles de la croissance restés jusqu'ici inexplicables. Autrement, l'été chaud et sec a été bénéfique aux vignes. La santé des plantes était exceptionnelle. La drosophile du cerisier a causé peu de dommages parce que les mâles supportent mal les températures dépassant 30° C. Les vendanges ont commencé début septembre, deux à trois semaines plus tôt que d'habitude. Le volume sera sans doute plutôt inférieur à la moyenne à cause des dommages phytosanitaires et de pertes dues à la sécheresse dans certaines régions. En revanche, l'excellente qualité promet un millésime exceptionnel.

Bétail de rente recherché

Au printemps, les prix du bétail de rente ont baissé d'environ 200 francs, passant à 3000 francs par vache, en raison des bas prix du lait. Plusieurs milliers de vaches ont été abattues précocement en juillet par manque de fourrage, mais les prix atteignaient néanmoins 3400 francs par vache. Ils se sont établis à 3150 francs en août. La demande de génisses laitières est restée forte, car bien des vaches laitières sont inséminées avec de la semence de races à viande, ce qui réduit le nombre de génisses à prédominance laitière destinées à la remonte d'élevage.

Assèchement du marché des vaches de boucherie

Le bétail laitier a diminué en raison de la faiblesse persistante des prix du lait. Le bétail de transformation était recherché toute l'année. Des importations ont été libérées pour satisfaire la demande de viande destinée à la transformation. De janvier à fin septembre, les autorisations représentaient 11 125 tonnes de vaches en demi-carasses (1000 tonnes de moins qu'à la même période en 2014) et les vaches T3 se négociaient à 7.87 francs le kilo de poids mort (PM) en moyenne à l'abattoir (50 centimes de plus qu'en 2014).

Engraisseurs de taureaux satisfaits

Le marché des animaux d'égal a connu une évolution favorable en 2015. Comme en 2014, la production était élevée (+1%) et les excédents du domaine labellisé ont exercé une pression sur les prix. Jusqu'à fin septembre, l'Office fédéral de l'agriculture a libéré l'importation de 4375 tonnes d'aloysaux «High Quality», soit 800 tonnes de plus qu'en 2014. Mais comme la demande en viande de bœuf était très forte, le prix des taureaux T3 AQ était supérieur de presque 50 centimes à celui de 2014 jusqu'à fin septembre, avec 8.90 francs le kilo PM. Ainsi, une partie des engraisseurs a pu compenser la suppression des contributions versées pour les animaux.

Incertitude sur le marché des veaux

Les engraisseurs de veaux ont connu une année difficile. Il n'y avait plus de marchés publics, donc plus de garantie d'écoulement pour les veaux d'égal. De plus, l'image de la



viande de veau a été ternie par de nombreux reportages sur la couleur de la viande et sur l'abattage de jeunes veaux. Au printemps, environ 450 tonnes de viande de veau ont été congelées. Néanmoins, le prix est descendu à 12 francs le kilo PM en mai. Il est resté bas en été malgré la reprise du marché et n'est reparti à la hausse qu'en automne. De janvier à septembre, les veaux T3 se négociaient à 13.20 francs le kilo PM en moyenne, soit 50 centimes de moins qu'en 2014.

Trop de porcelets

Pour des raisons saisonnières, le prix des porcelets a grimpé jusqu'à fin février pour atteindre son plus haut annuel, 6.80 francs le kilo de poids vif, qui reste inférieur de 1.50 franc au plus haut de 2014. Entre avril et fin septembre, le prix a chuté à 3.50 francs le kilo de poids vif en raison des excédents. Les ventes de goretts ont, de surcroît, été retardées par des problèmes d'écoulement.

Porcs vendus à bas prix

Durant l'été, le prix du porc AQ s'est établi pour six semaines au plus haut annuel de 3.80 francs le kilo PM, soit 90 centimes de moins qu'en été 2014. Malgré une bonne situation du marché, le prix n'a pas pu être augmenté. Au cours des huit premiers mois de 2015, la production de viande de porc a dépassé d'environ 2% celle de la même période en 2014. Comme le marché était bien approvisionné, il n'a pas fallu autoriser des importations. Des semaines durant, la demande a été insuffisante malgré un temps idéal pour les grillades. Fin septembre, le prix par kilo de poids mort était encore de

3.20 francs. Il semble qu'en 2015, le marché ait atteint le fond du cycle du porc.

Viande d'agneau prisée

La viande d'agneau s'est très bien vendue en 2015, même si, au printemps, l'offre était gonflée par les troupeaux transhumants et la concurrence des importations. Le plus bas annuel était de 11.80 francs le kilo PM pour les agneaux de boucherie, soit 1.80 francs de plus qu'au printemps 2014 (fig. 8). À Pâques et durant l'été, les prix ont poursuivi leur ascension jusqu'au plus haut de 12.80 francs. Pour répondre à la demande, il a fallu importer 7000 tonnes de viande d'agneau au total jusqu'au 3^e trimestre, environ

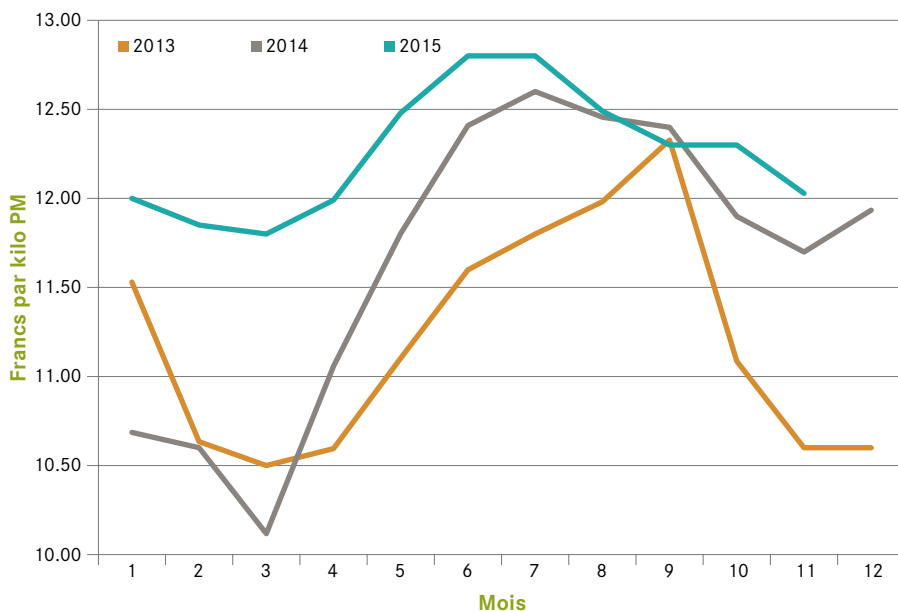
2000 tonnes de plus que durant la même période en 2014. Les projets d'agneaux d'alpage et de montagne ont dopé la consommation.

Forte demande d'œufs et de poulets

Malgré une production indigène en hausse, les œufs et les poulets suisses restent prisés. La part de la production indigène est respectivement de 57% et 55%. Les consommateurs continuent de donner leur préférence aux œufs et aux poulets suisses en dépit de la force du franc et du tourisme d'achat. La bonne coordination entre le commerce de détail, la commercialisation et la production se révèle bénéfique pour tous.

Figure 8 : Évolution du prix des agneaux (T3 AQ).

Source : Proviande





Lait: tous les voyants sont au rouge

L'année a très mal commencé avec l'abandon, mi-janvier, du taux plancher de l'euro par la Banque nationale suisse. La production de lait a légèrement reculé dès le début de l'année (fig. 9), mais cela n'a pas suffi à enrayer la chute vertigineuse des prix. D'autres facteurs négatifs ont encore empiré la situation: l'embargo russe sur les denrées alimentaires provenant de l'UE, le ralentissement économique en Chine, l'abandon des quotas laitiers dans l'UE et la faiblesse des prix mondiaux des produits agricoles, en particulier du lait et des produits laitiers. Dans le domaine des exportations de fromage, les prix sont redescendus

au bas niveau de l'année 2012. Même si, heureusement, les quantités exportées n'ont pas reculé, la valeur des exportations a diminué par rapport aux années précédentes. Fin août, l'Interprofession du lait a décidé, malgré la situation difficile, de laisser le prix indicatif du lait A à 68 centimes par kilo de lait de centrale jusqu'à la fin de l'année. Les prix indicatifs du lait B et C, en revanche, étaient en baisse continue. D'après l'observation du marché effectuée par l'Office fédéral de l'agriculture, le prix à la production du lait de centrale se situait à peine au-dessus de 55 centimes par kilo au premier semestre 2015. Dans ces conditions, une production laitière rentable n'est plus possible.

COMPTES ÉCONOMIQUES DE L'AGRICULTURE

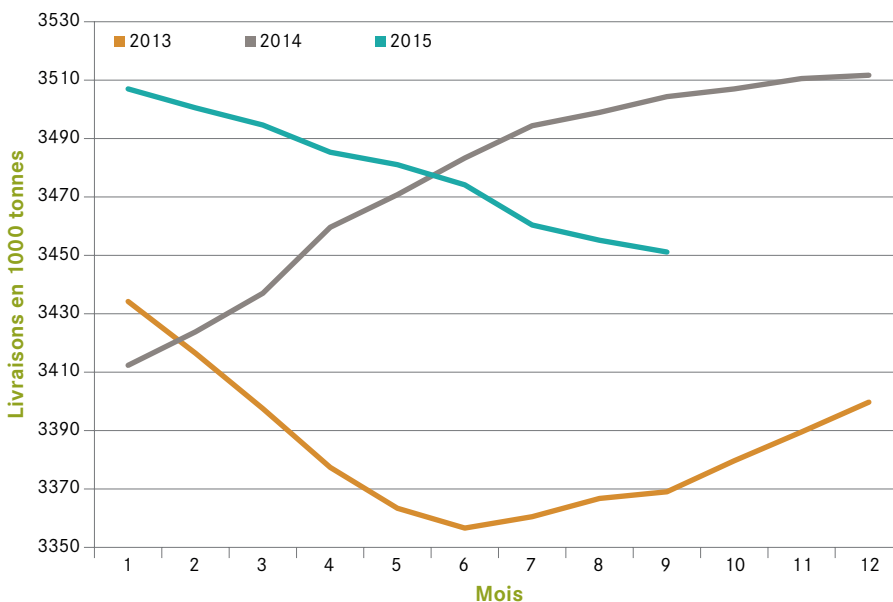
D'après les estimations de l'Office fédéral de la statistique, la valeur de la production agricole s'est élevée en 2015 à 10,085 milliards de francs, soit 5,5% de moins que l'année précédente. La part de la production animale se monte à 48,0% et celle de la production végétale à 40,6%. Les 11,4% restants sont constitués par les services agricoles et les activités accessoires non agricoles.

La sécheresse estivale a réduit en partie les rendements des cultures végétales, conduisant à une diminution de la valeur totale de 3,3% par rapport à 2014. Les marchés du lait et des porcs ont été mis à rude épreuve. Pour les autres produits d'origine animale, l'équilibre entre l'offre et la demande était meilleur, ce qui a profité aux prix à la production. La valeur totale de la production animale a diminué de 8,7% par rapport à 2014 (tab. 1).

Les recettes des services agricoles, comme les travaux pour des tiers (p. ex. semailles et récolte) ont connu une hausse continue ces dernières années. Du fait de l'importance croissante des prestations de service, on a également observé une augmentation de la valeur des activités non agricoles non séparables, comme la transformation de fruits à cidre, de viande ou de lait à la ferme, ou des services tels que l'entretien des bords de routes ou des paysages, la garde de chevaux en pension ou l'accueil de touristes pour la nuit (Aventure sur la paille).

Figure 9: Livraisons de lait sur 12 mois.

Source: TSM Fiduciaire Sàrl





Le foin et les aliments composés étaient moins chers qu'en 2014, alors que les sous-produits des grandes cultures étaient rares et que de faibles rendements de maïs d'ensilage étaient attendus dans de nombreuses régions. Grâce à des stocks de foin considérables, le marché est resté équilibré malgré la sécheresse. Pour faciliter l'approvisionnement en fourrage, les droits de douane ont été abaissés temporairement. On estime que les ventes d'aliments composés ont progressé par rapport à 2014 en raison de l'augmentation des effectifs de porcs et de volaille. Les fourrages produits sur l'exploitation sont une contre-écriture du compte de production et neutres du point de vue des recettes.

La plupart des dépenses en consommations intermédiaires ont reculé. La chute des prix du pétrole s'est fait sentir. Les seules augmentations de coûts étaient dues à une nouvelle hausse des prix de l'électricité et aux besoins accrus en eau en raison de la sécheresse. Les dépenses pour l'entretien des machines et des appareils sont jugées moyennes.

Comme la valeur de la production (-5,5%) a diminué davantage que les dépenses pour les consommations intermédiaires (-3,5%), la valeur ajoutée brute a reculé de 8,7% et atteint 3,871 milliards de francs. Les amortissements ont été évalués aux prix d'acquisition (prix de remplacement), raison pour laquelle l'évolution des prix des biens d'investissement a joué un rôle important. Le renchérissement des prix était négatif pour les constructions et presque nul pour les équipements (véhicules et machines).

La baisse de la valeur ajoutée brute étant plus marquée que celle des amortissements, la valeur ajoutée nette a diminué de 15,5%, s'établissant à 1,828 milliard de francs. En déduisant les autres frais de production, tels que les salaires, les loyers des fermages et les intérêts bancaires, et en ajoutant les transferts financiers en faveur de l'agriculture, on obtient le revenu net d'entreprise, qui s'est monté à 2,856 milliards de francs. Ce résultat est comparable à celui de 2011, mais inférieur de 10,9% à celui de 2014. Corrigé du renchérissement, le revenu net d'entreprise est resté constant en moyenne entre 2005 et 2015.



Tableau 1 : La valeur de la production agricole a diminué de 5,5 % en 2015, atteignant 10,085 milliards de francs.

Comptes économiques de l'agriculture (2005 - 2015); en millions de francs arrondis.

Sources : CEA (état au 10.09.2015), IPC (décembre 2010 = 100), OFS

Rubriques	2005	2010	2014 ^a	2015 ^b	Variation en %		
					2015 / 2014 ^c	2015 / 2014 ^d	2015 - 2005 ^e
Compte de production							
Céréales	449	374	373	369	-1.1	-5.1	-1.1
dont : Blé, seigle	264	250	249	256	2.7	-3.7	0.1
Plantes industrielles	285	244	281	231	-17.7	-15.5	0.9
dont: Oléagineux	88	83	97	87	-10.9	-5.4	2.6
Betteraves sucrières	155	127	153	115	-24.9	-24.5	0.3
Plantes fourragères	1 169	1 039	900	859	-4.5	-0.6	0.2
dont: Maïs fourrager	192	126	155	130	-16.3	-16.3	-0.3
Produits maraîchers et horticoles	1 219	1 401	1 441	1 400	-2.8	-4.4	1.0
dont: Légumes frais	529	647	736	724	-1.6	-5.8	2.4
Plantes et fleurs	690	753	705	676	-4.1	-3.0	-0.3
Pommes de terre	177	180	177	167	-5.4	-9.9	-1.1
Fruits	496	515	579	549	-5.2	-7.0	0.7
dont: Fruits frais	283	293	383	339	-11.4	-13.7	0.9
Raisins	213	221	196	209	6.8	6.1	0.2
Vins	413	451	406	445	9.6	2.8	-0.6
Production végétale	4 237	4 253	4 233	4 094	-3.3	-4.2	0.3
Animaux	2 424	2 458	2 725	2 589	-5.0	-1.8	0.5
dont: Bovins	1 176	1 217	1 366	1 402	2.6	-4.5	0.4
Porcins	975	939	999	827	-17.2	0.8	-0.0
Volailles	206	247	300	301	0.6	1.3	3.6
Produits animaux	2 517	2 317	2 580	2 252	-12.7	-1.0	0.7
dont: Lait	2 329	2 110	2 332	1 993	-14.6	-1.6	0.4
Œufs	180	202	238	246	3.3	3.3	3.2
Production animale	4 940	4 775	5 305	4 841	-8.7	-1.4	0.6
Production de services agricoles	637	655	706	709	0.5	3.2	0.1
Activités secondaires non agricoles (non séparables)	294	364	434	441	1.6	2.9	4.2
Transformation de produits agricoles	193	207	188	185	-1.5	-1.8	0.1
Production de la branche agricole	10 108	10 047	10 678	10 085	-5.5	-2.0	0.6

a provisoire b estimation c variation en % par rapport à l'année précédente, à prix courants

d corrigé du renchérissement, variation en % par rapport à l'année précédente e corrigé du renchérissement, variation annuelle moyenne



Tableau 1 (suite)

Rubriques	2005	2010	2014 ^a	2015 ^b	Variation en %		
					2015 / 2014 ^c	2015 / 2014 ^d	2015 - 2005 ^e
Compte de production							
Production de la branche agricole (a)	10 108	10 047	10 678	10 085	-5.5	-2.0	0.6
Consommation intermédiaire (b)	6 073	6 216	6 439	6 215	-3.5	-0.4	0.7
dont: Semences et plants	286	303	293	291	-0.8	-0.6	-0.4
Énergie et lubrifiants	432	451	507	452	-10.7	2.9	0.5
Engrais et amendements	182	194	200	194	-3.2	1.2	-1.6
Produits de protection des cultures et antiparasitaires	126	125	134	130	-2.9	-1.9	1.2
Vétérinaire et médicaments vétérinaires	181	213	198	197	-0.4	0.5	0.6
Fourrages	2 559	2 450	2 470	2 349	-4.9	-2.0	0.8
Entretien des machines et appareils	461	503	533	525	-1.4	0.7	1.0
Entretien des bâtiments	188	193	259	229	-11.9	-10.6	0.7
Services agricoles	637	655	706	709	0.5	3.2	0.1
Autres biens et services	959	1 079	1 091	1 089	-0.1	1.0	0.8
Valeur ajoutée brute aux prix de base (c=a-b)	4 035	3 831	4 239	3 871	-8.7	-4.5	0.4
Consommation de capital fixe (d)	2 059	2 142	2 074	2 043	-1.5	-0.1	-0.8
dont: Biens d'équipement	1 078	1 154	1 095	1 102	0.6	0.9	-0.6
Constructions	856	856	845	811	-4.0	-1.1	-1.3
Valeur ajoutée nette aux prix de base (e=c-d)	1 976	1 689	2 164	1 828	-15.5	-8.8	1.5
Rémunération des salariés (f)	1 173	1 231	1 298	1 289	-0.7	0.4	0.7
Autres impôts sur la production (g)	124	130	145	145	0.5	1.6	1.4
Autres subventions (h)	2 571	2 876	2 941	2 929	-0.4	0.7	1.1
Revenu des facteurs (i=e-g+h)	4 423	4 436	4 961	4 612	-7.0	-6.0	0.2
Excédent net d'exploitation / Revenu mixte (j=e-f-g+h)	3 250	3 205	3 663	3 322	-9.3	-8.3	-0.0
Compte du revenu d'entreprise							
Fermages (k)	226	234	244	247	1.2	2.3	0.6
Intérêts à payer (l)	261	277	220	225	2.1	3.2	-1.7
Intérêts à recevoir (m)	10	10	8	5	-32.6	-31.8	-6.3
Revenu net d'entreprise (n=j-k-l+m)	2 773	2 704	3 206	2 856	-10.9	-10.0	0.0
Éléments du compte de capital							
Formation brute de capital fixe (o)	1 536	1 590	1 718	1 689	-1.7	-1.1	0.2
Formation nette de capital fixe (p=o-d)	-523	-552	-356	-354			
Variations des stocks	-13	-21	39	41			
Transfert en capital	104	112	120	136	12.7	13.9	2.4
Compensation nette de la TVA	-74	-83	-97	-98			

a provisoire b estimation c variation en % par rapport à l'année précédente, à prix courants

d corrigé du renchérissement, variation en % par rapport à l'année précédente e corrigé du renchérissement, variation annuelle moyenne



Impressum



Impressum

Éditeur

Union Suisse des Paysans
Laurstrasse 10
5201 Brugg
Téléphone 056 462 51 11
www.sbv-usp.ch
info@sbv-usp.ch

Direction du projet

Christine Badertscher, USP

Collaboration

Martin Brugger, USP
Francis Egger, USP
Daniel Erdin, USP
Christa Gerber, USP
Silvano Giuliani, USP
Martin Goldenberger, Agriexpert
Nejna Gothuey, USP
Sandra Helfenstein, USP
Cornelia Hürzeler, Agriexpert
Hans Rüssli, USP
Martin Schmutz, USP
Irene Vonlanthen, USP

Mise en page

Nejna Gothuey, USP

Traduction et révision

Trait d'Union, 3000 Berne
Téléphone 031 359 52 22
www.traitdunion.ch

Prix

CHF 20.- par exemplaire
CHF 15.- dès 10 exemplaires
Prix hors TVA (2,5%) et frais d'envoi

Imprimerie

Stämpfli AG
Wölfistrasse 1
3001 Berne
Téléphone 031 300 66 66
www.staempfli.ch

Photos

Photo de couverture : Steffi Geiser
Les photos dans le rapport proviennent
des 14 exploitations présentées.
Source : Union Suisse des Paysans

